

26 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal portant l'entrée en vigueur de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, notamment l'article 25;

Vu l'avis de la Commission des Marchés publics, donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, et de Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1991.

**Art. 2.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRE

26 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit houdende inwerking-treding van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten, gegeven op 15 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en van Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken treedt in werking op 1 november 1991.

**Art. 2.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

F. 91 — 2901

Arrêté royal  
fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991  
organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le Conseil des Communautés européennes a adopté le 18 juillet 1989 une directive modifiant la directive 71/305/CEE relative à la coordination des procédures de passation de marchés publics de travaux.

Cette nouvelle directive 89/440/CEE doit être située dans le cadre de la réalisation graduelle du marché intérieur, un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation de personnes, de marchandises, de services et de capitaux est garantie.

Les dispositions prévues dans cette directive en vue d'une liberté effective d'établissement et de prestation de services dans le domaine des marchés publics de travaux entraînent, dans de nombreux domaines, également des conséquences pour la réglementation belge en matière d'agrégation des entrepreneurs de travaux.

Ces développements du droit communautaire étaient également à la base de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs des travaux, qui constitue une révision globale de la réglementation d'agrégation instaurée par l'arrêté-loi du 3 février 1947.

Le présent arrêté entend fixer les mesures d'application de la loi-cadre précitée afin de permettre l'entrée en vigueur d'un système d'agrégation complètement nouveau et conforme aux directives européennes.

N. 91 — 2901

Koninklijk besluit tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Raad van de Europese Gemeenschappen heeft op 18 juli 1989 een richtlijn tot wijziging van richtlijn 71/305/EEG betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken goedgekeurd.

Deze nieuwe richtlijn 89/440/EEG dient geplaatst te worden in het raam van de geleidelijke totstandkoming van de interne markt, een ruimte zonder binnengrenzen waarbinnen het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen gewaarborgd is.

De bepalingen ervan die ter verwezenlijking van een daadwerkelijke vrijheid van vestiging en een daadwerkelijk vrij verrichten van diensten op het gebied van overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken werden vastgesteld hebben op talrijke gebieden evenzeer gevolgen voor de in België geldende reglementering inzake de erkenning van aannemers van werken.

Deze ontwikkelingen in het Gemeenschapsrecht lagen mede aan de basis van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken die een globale herziening van de erkenningsregelgeving ingesteld door de besluitwet van 3 februari 1947 tot stand bracht.

Het besluit dat thans voorligt wil de toepassingsmaatregelen van bovenvermelde kaderwet vaststellen ten einde een volledig nieuw — aan de Europese richtlijnen aangepast — erkenningsstelsel in werking te laten treden.

L'accès direct de la Commission de manière automatisée à certaines données officielles ne pouvait pas être réglé jusqu'à présent, étant donné que cela requiert l'intervention de plusieurs ministères et que les modalités doivent être fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le chapitre I<sup>er</sup> fixe le seuil, au-delà duquel les marchés publics de travaux sont régis par la loi du 20 mars 1991, à 3 000 000 de francs belges pour les travaux rangés en catégories, et à 2 000 000 de francs belges pour ceux rangés en sous-catégories.

Ces montants ont été augmentés compte tenu de la hausse considérable des frais de construction ces dix dernières années. Désormais, ces montants devront être ajustés par le Ministre en fonction des fluctuations de l'indice ABEX, publié semestriellement par l'Association belge des Experts, de sorte que le nouveau système soit régulièrement actualisé en fonction de l'évolution des prix (entre autre salaires et matériaux) dans le secteur de la construction et gagne ainsi en fiabilité.

## CHAPITRE II. — Classement suivant l'importance des travaux

Pour chaque catégorie ou sous-catégorie de travaux les entrepreneurs agréés sont rangés en huit classes, ce qui permet de leur confier des travaux rangés dans la classe correspondante. A cet égard, il est à noter que l'agrégation dans une classe déterminée permet à l'entrepreneur d'exécuter des travaux rangés dans les classes inférieures.

La classe d'agrégation dans laquelle un travail doit être rangé est provisoirement déterminée sur la base de l'estimation.

Il va toutefois sans dire que la classe d'agrégation requise pour l'attribution est déterminée définitivement sur la base du montant de la soumission de l'entrepreneur auquel les travaux peuvent être confiés.

Les montants correspondants à l'agrégation dans les différentes classes ont été fixés de manière à assurer une concurrence suffisante et à éviter que le classement ne mène dans des circonstances déterminées à une situation d'oligopole ou de monopole. Toute comme les seuils, ces montants doivent également être ajustés tous les cinq ans.

En ce qui concerne le montant total de tous les travaux qu'un même entrepreneur peut exécuter simultanément, il y a lieu de préciser qu'il s'agit ici du montant total du carnet de commandes de l'entrepreneur, déduction faite de la partie des travaux déjà exécutée. Aussi, il y a lieu de prendre en considération tous les travaux, tant publics que privés, les travaux exécutés à l'étranger ainsi que la partie des travaux confiée à des sous-traitants ou encore la partie des travaux qu'un entrepreneur exécute comme associé d'une association momentanée (1).

## CHAPITRE III

### Classement en catégories et sous-catégories de travaux

L'article 3 donne une définition des marchés de travaux afin d'éviter que les autorités adjudicatrices n'exigent, indûment, une agrégation pour les marchés de fournitures et de services.

Cette définition tient compte de celle figurant dans la législation en matière d'enregistrement d'entrepreneurs, et a pour but d'arrêter les principes de base sur lesquels la Commission et le Ministre peuvent fonder leur casuistique.

## CHAPITRE IV. — La procédure

Une agrégation ne peut être obtenue que si l'entrepreneur en fait la demande. En règle générale, une telle demande est introduite, soit par l'entrepreneur lui-même, soit à l'intervention de l'organisation professionnelle dont il est membre. La demande peut aussi être formulée par un mandataire (entre autre un comptable, un expert-comptable, un réviseur d'entreprises, un avocat, un secrétariat social, ...).

Les avis de la Commission sont émis à la majorité simple des voix. La quorum de présence nécessaire afin de permettre à la Commission de délibérer valablement sera repris dans le règlement d'ordre intérieur, qui conformément à l'article 15 de la loi, doit être soumis à l'approbation du Ministre.

Dans le cadre de la simplification des formalités et procédures administratives, ce chapitre prévoit que l'avis définitif émis par la Commission sera désormais immédiatement transmis au Ministre, c.-à-d. dès que l'administration aura dressé le procès-verbal.

De rechtstreekse toegang van de Commissie op geautomatiseerde wijze tot bepaalde officiële gegevens kon voornamelijk niet worden geregeld, aangezien hiertoe de tussenkomst van verscheidene ministeries noodzakelijk is en de modaliteiten bij een in Minister-raad overlegd koninklijk besluit dienen te worden bepaald.

In hoofdstuk I wordt de drempel waarboven overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken vallen onder de wet van 20 maart 1991 gesteld op 3 000 000 BEF voor de in categorieën en 2 000 000 BEF voor de in ondercategorieën ingedeelde werken.

Deze bedragen werden opgetrokken rekening houdende met de aanzienlijke verhoging van de bouwkosten in het voorbije decennium. Deze bedragen zullen voortaan door de Minister moeten worden aangepast aan de schommelingen van het ABEX-indexcijfer, dat halfjaarlijks wordt gepubliceerd door de Associatie van Belgische Experts, zodat het nieuwe systeem regelmatig geactualiseerd wordt in functie van de evolutie van de prijzen (onder meer lonen en materialen) in de bouwsector en daardoor aan betrouwbaarheid wint.

## HOOFDSTUK II. — Indeling volgens de omvang der werken

De erkende aannemers worden voor elke categorie of ondercategorie van werken in acht klassen ingedeeld waardoor aan hen werken kunnen worden gegund die gerangschikt worden in de corresponderende klasse. Hierbij dient aangestipt dat de erkenning in een bepaalde klasse de aannemer toelaat om werken gerangschikt in lagere klassen uit te voeren.

De klasse van erkenning waaronder een werk moet worden ingedeeld wordt voorlopig bepaald aan de hand van de raming.

Het spreekt echter vanzelf dat de voor de gunning vereiste erkenningsklasse definitief vastgesteld wordt door het bedrag van de inschrijving van de aannemer aan wie de werken kunnen worden gegund.

De bedragen die overeenstemmen met de erkenning in de verschillende klassen werden derwijze ingevuld om een genoegzame mededinging te verzekeren en te voorkomen dat de klassering in bepaalde omstandigheden tot een oligopolie- of zelfs een monopoliesituatie zou leiden. Net zoals bij de drempelwaarden dienen deze bedragen tevens vijfjaarlijks te worden geactualiseerd.

Wat betreft het totaal bedrag van al de werken die door dezelfde aannemer gelijktijdig mogen worden uitgevoerd dient verduidelijkt dat het hier gaat over het totaal bedrag van het orderboekje van de aannemer, mits aftrek van het gedeelte van de werken dat reeds werd uitgevoerd. Zo moeten alle nog uit te voeren werken in aanmerking worden genomen, zowel de openbare als de private, deze die in het buitenland worden uitgevoerd, evenals het gedeelte van de werken toevertrouwd aan onderaannemers, of nog het gedeelte van de werken die de aannemer uitvoert als vennoot van een tijdelijke vereniging (1).

## HOOFDSTUK III

### Indeling volgens categorieën en ondercategorieën van werken

In artikel 3 wordt een definitie van de opdrachten van werken gegeven om te vermijden dat voor opdrachten van leveringen en diensten door de opdrachtgevende besturen ten onrechte een erkenning zou geëist worden.

Deze definitie houdt rekening met deze voorkomend in de wetgeving inzake de registratie van aannemers en heeft tot doel de basisprincipes vast te leggen waarop de Commissie en de Minister hun casuïstiek kunnen bouwen.

## HOOFDSTUK IV. — De procedure

De erkenning kan enkel bekomen worden op aanvraag. Door de band doet de aannemer zelf zijn aanvraag of gebeurt dit door bemiddeling van zijn beroepsvereniging. De aanvraag kan tevens gebeuren door middel van een lasthebber (ondermeer boekhouder, accountant, bedrijfsrevisor, advocaat, sociaal secretariaat, ...).

De adviezen van de Commissie worden bij gewone meerderheid van stemmen uitgebracht. Het aanwezigheidsquorum vereist opdat de Commissie geldig zou kunnen beraadslagen wordt in het huiselijk reglement opgenomen, dat overeenkomstig artikel 15 van de wet aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

In het raam van de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten en procedures wordt in dit hoofdstuk voorzien dat het door de Commissie uitgebracht definitief advies voortaan onmiddellijk — d.w.z. van zodra de administratie het advies heeft genoteerd — aan de Minister zal worden overgemaakt.

(1) M.-A. Flamme, Ph. Mathei, Ph. Flamme « Commentaire pratique », n° 572.

(1) M.-A. Flamme, Ph. Mathei, Ph. Flamme « Praktische commentaar », nr. 572..

Il a également été tenté de remédier aux lenteurs fortement critiquées de la procédure actuelle. Ainsi, un avis favorable de la Commission — avis qui devient définitif puisque le demandeur n'a aucun intérêt à en demander la révision — sera immédiatement soumis au Ministre, c.-à-d. sans que l'avis ne doive être entériné lors d'une réunion ultérieure de la Commission.

Si l'avis est négatif, en tout ou en partie, celui-ci est évidemment notifié à l'intéressé.

Une attention particulière est consacrée aux droits de la défense lorsque la Commission estime ne pas pouvoir accéder à la demande de l'entrepreneur. Les entrepreneurs ont dès lors la possibilité d'être entendus dans leurs moyens de défense et de se faire assister par un conseil.

Il n'est sans doute pas inutile de signaler qu'un avis négatif ne devient définitif que lorsqu'il est sûr et certain qu'aucune réclamation n'a été introduite ou que l'intéressé se résigne.

Ce n'est que lorsque l'avis est devenu définitif que le Ministre peut statuer.

Au cas où une réclamation serait introduite, il faut que la Commission émette un deuxième avis qui, lui, est définitif.

Une innovation importante a été introduite en ce qui concerne les demandes de promotion et d'extension. En effet, les intéressés ne devront plus attendre douze mois à compter de la dernière agrégation obtenue avant de pouvoir demander des agrégations supplémentaires ou une promotion de classe.

La pratique a en effet montré qu'une telle mesure entraîne souvent des conséquences injustes et imprévisibles (des entrepreneurs ayant perdu des marchés ont éprouvé de sérieuses difficultés et ont dû licencier du personnel).

En outre, la procédure prévue à l'article 6 de la loi du 20 mars 1991 a été précisée.

Ainsi, un entrepreneur non agréé qui prétend remplir les conditions d'agrégation imposées ou qui se réfère à une liste officielle d'entrepreneurs agréés dans un autre Etat membre de la CEE devra joindre à sa soumission les pièces justificatives nécessaires. Lorsqu'il s'agit d'une soumission susceptible d'être retenue, l'autorité adjudicatrice transmettra ces pièces immédiatement, pour avis, à la Commission.

#### CHAPITRE V. — Agrégation

Ce chapitre définit les critères sur la base desquels la capacité financière, économique et technique des entreprises sont évaluées.

Alors que par le passé la capacité financière et économique était appréciée exclusivement sur la base de l'importance des fonds propres, un ratio économique, à savoir la solvabilité, — limité toutefois aux cas de révision prévus à l'article 18 de la loi — sera désormais également pris en considération pour les sociétés à responsabilité limitée (s.a., s.a.r.l., société coopérative, n'engageant les associés qu'à concurrence de leur apport). Ainsi, on aura la certitude que d'importants glissements dans le rapport fonds propres/fonds de tiers de sociétés n'atteignant pas un seuil minimum (auquel 75 % des entreprises du secteur de la construction satisfait) donneront lieu à un examen approfondi et, le cas échéant, à des mesures appropriées.

Il est recommandé d'ajuster ce ratio — basé sur les statistiques de la Banque nationale concernant plus spécifiquement le secteur de la construction — tous les cinq ans afin que le critère soit adapté à l'évolution du secteur.

De plus, la période de référence en matière de références de travaux exécutés et de chiffre d'affaires a été portée de cinq à huit ans. Cette extension doit permettre aux entrepreneurs de présenter les références nécessaires notamment pour des secteurs où le nombre d'adjudications était réduit, voire nul, ces dernières années. Il est en effet impensable que précisément les entreprises spécialisées dans des travaux déterminés, ne puissent obtenir une agrégation à défaut de références de travaux en raison précisément du fait qu'il y a eu trop peu de mises en adjudication.

A cet égard attention est également attirée sur la possibilité de dérogation prévue à l'article 17 lorsqu'il apparaît qu'un nombre insuffisant d'entrepreneurs est agréé dans une classe déterminée.

En ce qui concerne le critère relatif à l'emploi, le demandeur a la faculté d'indiquer trois semestres des cinq dernières années. Il faut entendre par semestre : deux trimestres successifs O.N.S.S. Il ne s'agit donc pas de semestres de calendrier.

Er werd getracht te verhelpen aan de fel bekritiseerde traagheid van de huidige procedure. zo zal voortaan het gunstig advies van de Commissie — dat meteen ook het definitief advies is vermits de verzoekende onderneming geen enkel belang heeft om de herziening ervan aan te vragen — onmiddellijk d.w.z. zonder dat het advies op een volgende vergadering van de Commissie moet worden geratificeerd, aan de Minister overgelegd worden.

In geval van een geheel of gedeeltelijk negatief advies wordt het vanzelfsprekend aan betrokkene betekend.

Er werd bijzonder nauwlettend gewaakt over de rechten van verdediging, wanneer de Erkenningscommissie meent niet te kunnen ingaan op het verzoek van de aannemer. De aannemers krijgen dan ook de kans om te worden gehoord en zich door een raadsman te laten bijstaan.

Het is wellicht niet overbodig er op te wijzen dat het negatief advies slechts definitief wordt eenmaal vaststaat dat geen bezwaarschrift werd ingediend of betrokkene erin berust.

Pas op het moment dat het advies definitief geworden is kan de Minister beslissen.

Ingeval bezwaar wordt aangetekend is het uiteraard noodzakelijk dat de Commissie een tweede, ditmaal definitief advies dient te geven.

Een belangrijke nieuwigheid werd ingevoerd op het vlak van de promotie- en uitbreidingsaanvragen. De belanghebbenden zullen immers niet langer twaalf maanden vanaf de laatste verkregen erkenning geblokkeerd zijn om bijkomende erkenningen of een klasseverhoging aan te vragen.

Uit de praktijk is immers gebleken dat een dergelijke maatregel vaak tot onbillijke en onvoorzienbare gevolgen aanleiding gaf (aannemers verloren opdrachten waardoor zij in ernstige moeilijkheden kwamen en personeel dienden af te danken).

Tevens werd de procedure voorzien bij artikel 6 van de wet van 20 maart 1991 nader bepaald.

Zo zal de niet erkende aannemer die pretendeert aan de gestelde erkenningsvoorwaarden te voldoen of zich beroept op de officiële lijst van de erkende aannemers in een andere lid-Staat van de EG de nodige bewijsstukken bij zijn inschrijving moeten voegen. Deze worden door de opdrachtgever onmiddellijk aan de Commissie voor advies overgemaakt wanneer het om een inschrijving gaat die in aanmerking kan worden genomen.

#### HOOFDSTUK V. — Erkennung

In dit hoofdstuk worden de criteria bepaald aan de hand waarvan de financiële en economische draagkracht en de technische bekwaamheid van de ondernemingen beoordeeld wordt.

Wanneer in het verleden inzake de financiële en economische draagkracht uitsluitend werd gekeken naar de hoegroetheid van het eigen vermogen, zal voortaan ook, evenwel beperkt tot de gevallen van herziening voorzien bij artikel 18 van de wet, een bedrijfseconomische ratio, met name de solvabiliteit, bij de beoordeling in aanmerking worden genomen voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid (N.V., B.V.B.A., de coöperatieve vennootschap waarbij de vennoten zich verbinden tot hun inbreng). Hiermede verkrijgt men de zekerheid dat grote verschuivingen in de verhouding eigen vermogen/vreemd vermogen, bij vennootschappen die een minimale drempel (waaraan 75 % van de ondernemingen in de bouwsector voldoen) niet halen, aanleiding zullen geven tot een grondig onderzoek en desgevallend tot passende maatregelen.

Het verdient aanbeveling om deze ratio — gebaseerd op de gegevens van de Nationale Bank specifiek m.b.t. de bouwsector — om de vijf jaar aan te passen, zodat het criterium afgestemd is op de evolutie van de sector.

Voorts werd de referentieperiode inzake de werkreferenties en omzet van vijf naar acht jaar gebracht. Deze verruiming moet de aannemers toelaten om de noodzakelijke referenties voor te leggen, vooral in die sectoren waar de jongste jaren weinig of zelfs geen aanbestedingen werden uitgeschreven. Het is immers ondenkbaar dat juist deze ondernemingen die in bepaalde werkzaamheden gespecialiseerd zijn, geen erkenning zouden kunnen verkrijgen bij gebrek aan werkreferenties, precies omdat er te weinig werken werden gegund.

Hierbij dient eveneens verwezen te worden naar de afwijkmogelijkheid voorzien in artikel 17 wanneer desalniettemin zou blijken dat een onvoldoende aantal aannemers in een bepaalde klasse erkend zou zijn.

Inzake het tewerkstellingscriterium wordt de verzoeker de vrije keuze gelaten om drie semesters op te geven uit de jongste vijf jaren. Onder semester dient verstaan : twee opeenvolgende R.S.Z.-kwartalen en refereert derhalve niet naar de kalendersemesters.

Il semblait également équitable d'assimiler certaines catégories de personnes (travaillant soit sous contrat de travail, soit comme indépendant) aux ouvriers proprement dits. Les employés techniques sont des salariés qui, quoique liés par contrat d'employé, effectuent sur les chantiers en raison de leur formation technique un travail manuel ou exercent un contrôle direct sur les ouvriers ou les travaux d'installation.

Certains secteurs de pointe (l'informatique par exemple) emploient d'ailleurs quasi exclusivement des employés dits techniques, ce qui fait que l'image classique du travail manuel disparaît de plus en plus.

Une attention particulière a dès lors été consacrée à la problématique de secteurs spécifiques, tels l'épuration des eaux, le traitement des immondices et les restaurateurs artisanaux. L'expérience montre en effet que ces secteurs éprouvaient, de par leur nature, de grandes difficultés pour remplir toutes les conditions d'agrément.

Lors de la définition des critères il a été tenu compte de l'évolution dans le secteur de la construction notamment en ce qui concerne les technologies nouvelles et leurs conséquences pour l'emploi.

#### CHAPITRE VI. — Transfert d'une agrément

Signalons tout d'abord que dans le cas d'une transformation pure et simple de la raison sociale d'une société sans changement de personnalité juridique et ce, en application des articles 165 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société transformée conserve l'agrément qui lui a été accordé, et ce, sans qu'un transfert de celle-ci soit nécessaire.

Par le passé, aucune base légale n'était prévue pour apporter une solution aux fréquentes fusions, scissions, reprises etc. d'entreprises de construction.

Il sera désormais possible de réaliser un tel transfert avec un minimum de formalités administratives et sans perte de temps. A cet égard, il y a lieu de faire une distinction essentielle.

Le premier paragraphe de l'article 15 cite les cas et prévoit les conditions dans lesquelles un transfert d'une agrément accordée à une date antérieure peut s'opérer.

Dans ces cas la date d'octroi initial de l'agrément est maintenue en vue de la révision quinquennale.

Le paragraphe 2 porte toutefois sur les situations dans lesquelles aucun transfert d'une agrément accordée à une date antérieure ne peut avoir lieu.

Par contre, l'entreprise demanderesse a la possibilité de se servir des références réalisées par l'entreprise jadis agréée lorsqu'elle introduit une demande en vue de l'obtention d'une agrément (valable à partir d'une nouvelle date).

Dans ces conditions il n'y a dès lors pas de transfert d'une agrément — il s'agit d'une nouvelle demande d'agrément —, mais ce sont les références nécessaires pour l'obtention d'une agrément qui sont transférées.

#### CHAPITRE VII. — Sanctions

Ce chapitre veille à ce que les droits à la défense d'une entrepreneur contre lequel une procédure de sanction est en cours soient garantis.

Une attention particulière a été consacrée à la sanction qui est appliquée lorsqu'un entrepreneur manque à ses obligations sociales et fiscales.

Afin d'assurer la sécurité juridique et d'éviter des décisions divergentes en la matière, il a été prévu que seuls les arriérés non contestés peuvent donner lieu à des sanctions.

#### CHAPITRE VIII. — Dérégations

L'article 17 limite les possibilités de dérogation aux quatre cas suivants.

1° lorsqu'il y a lieu d'admettre — en vue d'une concurrence suffisante — à l'exécution des travaux des entrepreneurs agréés dans une classe inférieure;

Ce genre de dérogation générale vise à assurer une concurrence suffisante, c.-à-d. l'un des principes de base sur lesquels toute la législation en matière de marchés publics est basée.

Pour certains grands travaux il arrive, en effet, que le nombre d'entrepreneurs agréés dans la classe requise est trop réduit, voire nul.

Au vu de cette constatation, il s'est avéré nécessaire de prévoir la possibilité d'une dérogation en faveur des entrepreneurs agréés dans les classes inférieures.

Het is ook billijk gebleken om bepaalde categorieën van personen (verbonden door een arbeidsovereenkomst dan wel in een zelfstandig verband) met de eigenlijke arbeiders gelijk te stellen. De technische bedienden zijn werknemers die — alhoewel tewerkgesteld met een bediendencontract — ingevolge hun technische opleiding op de werven handenarbeid verrichten of een directe controle uitoefenen op de werklui of de installatiewerken.

In sommige hoogtechnologische sectoren (bv. informatica) wordt overigens bijna uitsluitend met zgn. technische bedienden gewerkt waarbij het klassiek beeld van de handenarbeid steeds meer op de achtergrond raakt.

Bijzondere aandacht is dan ook uitgegaan naar de problematiek van specifieke sectoren, zoals de waterzuivering, de huisvuilverwerking en de ambachtelijk werkende restaurateurs, waar de ervaring heeft uitgewezen dat deze sectoren vanuit hun aard grote moeilijkheden ondervonden om aan alle erkenningsvoorwaarden te voldoen.

Bij het bepalen van de criteria werd rekening gehouden met de ontwikkelingen in de bouwsector, o.m. wat betreft de nieuwe technologieën en de consequenties ervan voor de tewerkstelling.

#### HOOFDSTUK VI. — Overdracht van de erkenning

Vooraf weze duidelijk onderstreept dat bij een loutere omvorming van de maatschappelijke vorm van een vennootschap, zonder wijziging van de rechtspersoon en dit met toepassing van artikel 165 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, de omgevormde vennootschap de haar verleende erkenning behoudt, zonder dat een overdracht vereist is.

In het verleden was geen wettelijke basis voorzien om een oplossing te bieden aan de in de praktijk vaak voorkomende fusies, splitsingen, overnames en dergelijke van aannemersbedrijven.

Voortaan zal het mogelijk zijn om met een minimum van administratieve formaliteiten en zonder tijdverlies de overdracht te realiseren. Ter zake dient een essentieel onderscheid te worden gemaakt.

In de eerste paragraaf van artikel 15 worden de gevallen vermeld en de voorwaarden bepaald waaronder een overdracht kan gebeuren van een erkenning die op een eerder tijdstip werd verleend.

In deze gevallen blijft de oorspronkelijke datum van de toegekende erkenning behouden met het oog op de vijfjaarlijkse herziening.

Paragraaf 2 heeft evenwel betrekking op deze situaties waar geen overdracht van een eerder verkregen erkenning kan plaatsvinden.

Aan de verzoekende onderneming wordt daarentegen wel de mogelijkheid geboden om bij de aanvraag tot het verkrijgen van een nieuwe erkenning (met nieuwe datum) gebruik te maken van de door de eertijds erkende onderneming gerealiseerde referenties.

In deze omstandigheden wordt derhalve geen erkenning overgedragen — het gaat om een nieuwe erkenningsaanvraag — maar worden de referenties noodzakelijk voor het verkrijgen van een erkenning overgedragen.

#### HOOFDSTUK VII. — Sancties

In dit hoofdstuk werd gemaakt over de rechten van verdediging van een aannemer, waartegen een sanctieprocedure loopt.

In het bijzonder werd aandacht besteed aan de sanctie ingeval de aannemer niet meer voldoet aan zijn sociale en fiscale verplichtingen.

Ten einde rechtszekerheid te waarborgen en met het doel afwijkende beslissingen ter zake te voorkomen werd voorzien dat enkel niet-betwiste achterstallen aanleiding kunnen geven tot strafmaatregelen.

#### HOOFDSTUK VIII. — Afwijkingen

Het artikel 17 beperkt de mogelijkheid tot afwijking tot de hiernavolgende vier gevallen.

1° wanneer er ten behoeve van een voldoende concurrentie aanleiding bestaat om de in de lagere klassen erkende aannemers toe te laten tot de uitvoering der werken;

Dit soort algemene afwijking strekt ertoe de concurrentie — één van de basisprincipes waarop de gehele wetgeving inzake overheidsopdrachten stoelt — in voldoende mate te verzekeren.

Het komt immers voor dat voor bepaalde grote werken er te weinig aannemers of zelfs geen enkele firma erkend is in de vereiste klasse.

In het licht van deze vaststelling is het dan ook noodzakelijk gebleken om de mogelijkheid een afwijking toe te staan ten voordele van de in lagere klassen erkende aannemers te weerhouden.

L'appréciation d'une concurrence insuffisante appartient aux instances visées à l'article 21 de la loi du 20 mars 1991.

Il a toutefois été jugé opportun d'introduire une présomption juris et de jure d'une concurrence insuffisante lorsque le nombre d'entreprises titulaires de l'agrément nécessaire pour l'attribution du marché est inférieur à six.

Il n'est sans doute pas inutile de souligner qu'une telle dérogation doit s'opérer au cas par cas.

Cette restriction est dictée par la considération que la liste des entrepreneurs agréés subit constamment des modifications.

2° lorsqu'il importe, en vue de la sauvegarde ou de la réparation du patrimoine culturel et architectural, d'attribuer ces travaux de restauration à une entreprise artisanale;

La pratique a montré que les restaurateurs artisanaux éprouvaient des difficultés pour remplir les conditions d'agrément imposées notamment en raison du fait que leur capacité financière est trop limitée, alors qu'ils ont acquis d'autre part la compétence professionnelle et l'expérience voulues.

Il est dès lors indispensable de prendre des mesures afin de ne pas exclure les restaurateurs compétents des travaux de restauration parce qu'ils ne savent pas remplir certaines conditions d'agrément.

Considérant que la survie de petites entreprises spécialisées est vitale pour la sauvegarde du patrimoine architectural, il a été opté pour une possibilité de dérogation en la matière.

3° lorsqu'aucune offre régulière n'a été déposée par un entrepreneur titulaire d'une agrément suffisante, notamment en raison de prix inacceptables ou d'infractions aux dispositions de l'article 7 de la loi du 14 juillet 1976 relatives aux conditions normales de concurrence.

4° lorsqu'en raison de l'attribution d'un certain marché, le montant total de tous les travaux, tant publics que privés, pouvant être exécutés simultanément dépasse, compte tenu de l'état d'avancement des entreprises en cours, le montant fixé à l'article 3, § 3, pour la classe dans laquelle l'entrepreneur est agréé.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Réformes institutionnelles,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles,  
chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,  
et aux Petites et Moyennes Entreprises,

J. DUPRE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics, le 23 juillet 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux », a donné le 29 août 1991 l'avis suivant :

#### Portée du projet

Aux termes du rapport au Roi, le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à fixer les mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux afin de permettre l'entrée en vigueur d'un système d'agrément complètement nouveau et conforme aux directives européennes.

Ainsi, le projet prévoit :

- un seuil d'application pour la réglementation de l'agrément (chapitre I<sup>er</sup>);
- le classement des travaux suivant leur importance (chapitre II);

De appreciatie van de voorwaarde van een onvoldoende geachte concurrentie komt toe aan de in artikel 21 van de wet van 20 maart 1991 vermelde instanties.

Het werd nochtans opportuun geacht om een vermoedens juris et de jure van onvoldoende mededinging in te voeren, wanneer minder dan zes ondernemingen beschikken over de erkenning noodzakelijk voor het verkrijgen van de opdracht.

Het is wellicht niet overbodig te onderstrepen dat een dergelijke afwijking per opdracht moet worden toegepast.

Deze restrictie is ingegeven door de overweging dat de lijst van erkende aannemers voortdurend wijzigingen ondergaat.

2° wanneer er ten behoeve van de instandhouding of het herstel van het cultureel patrimonium en het bouwkundig erfgoed aanleiding bestaat om deze restauratiewerken te gunnen aan ambachtelijke werkende bedrijven;

De praktijk heeft uitgewezen dat voor de ambachtelijke restaurateurs problemen bestonden om aan alle gestelde erkenningsvoorwaarden te voldoen bv. omdat hun financiële draagkracht te beperkt is, terwijl zij anderzijds wel over de vereiste vakbekwaamheid en ervaring beschikken.

Het is dan ook onontbeerlijk om maatregelen te nemen die ertoe moeten leiden dat de bekwame restaurateurs niet van restauratieopdrachten zouden worden uitgesloten, omdat zij niet kunnen voldoen aan bepaalde erkenningsvoorwaarden.

Overwegende dat het bestaan van kleine gespecialiseerde bedrijven van uitzonderlijk belang is voor de instandhouding van het architecturaal erfgoed werd geopteerd voor een afwijkingsmogelijkheid ter zake.

3° wanneer geen regelmatige offerte werd neergelegd door een voldoende erkend aannemer om reden van onaanvaardbare prijzen of inbreuken inzake de bepalingen van artikel 7 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de normale mededingingsvoorwaarden;

4° wanneer door de gunning van een bepaalde opdracht het totaal bedrag van al de werken, zowel openbare als private, die gelijktijdig mogen worden uitgevoerd, rekening houdend met de stand van de aan de gang zijnde aannemingen, het bedrag dat in artikel 3, § 3, is vastgesteld voor de klasse waarin zij erkend zijn, overschrijdt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaren,  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Institutionele Hervormingen,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,  
belast met de Herstructurering  
van het Ministerie van Openbare Werken  
en voor Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
J. DUPRE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantie kamer, op 23 juli 1991 door de Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken », heeft op 29 augustus 1991 het volgende advies gegeven :

#### Strekking van het ontwerp

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt, volgens het verslag aan de Koning, de toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken vast te stellen ten einde een nieuw aan de Europese richtlijnen aangepast erkenningsstelsel in werking te laten treden.

Aldus bepaalt het ontwerp :

- een toepassingsdrempel voor de erkenningsreglementering (hoofdstuk I);
- de indeling van de werken volgens hun omvang (hoofdstuk II);

- le classement suivant les catégories et sous-catégories des travaux (chapitre III);
- la procédure d'obtention de l'agrément (chapitre IV);
- les critères d'agrément (chapitre V);
- les règles pour le transfert de l'agrément (chapitre VI);
- les sanctions éventuelles (chapitre VII);
- les dérogations (chapitre VIII);
- les dispositions transitoires (chapitre IX).

En son article 19, le projet comporte également une disposition entraînant l'entrée en vigueur de la loi du 20 mars 1991.

#### Observations générales

1. En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la loi du 20 mars 1991, le projet trouve son fondement légal à l'article 25 de la loi du 20 mars 1991 aux termes duquel le Roi fixe la date d'entrée en vigueur.

Pour ce qui est des mesures d'application de la loi du 20 mars 1991, le fondement légal est fourni par diverses dispositions de cette loi et par l'article 19 du projet qui la fait entrer en vigueur.

La plupart des dispositions du projet tiennent par conséquent leur fondement légal en partie d'une autre disposition du même projet. Sur le plan de la technique législative, il est recommandé que les dispositions en projet fassent l'objet de deux arrêtés distincts :

- un premier arrêté qui réglerait uniquement l'entrée en vigueur de la loi;

- un second arrêté qui, basé entre autre sur le premier arrêté, comporterait les autres dispositions du projet actuellement soumis pour avis.

2. Si aux termes du rapport au Roi, le projet vise l'exécution complète de la loi du 20 mars 1991, il n'exécute pas ou n'exécute que partiellement certaines dispositions de cette loi :

- il ne prévoit pas de règles relatives à l'appréciation des preuves produites en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi (article 4, § 2, de la loi);

- il n'arrête pas les modalités permettant de dispenser des personnes de droit public (article 4, § 3, de la loi);

- le classement, en catégories et en sous-catégories selon la nature des travaux n'est pas abordé (article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi) (1);

- le fonctionnement de la Commission d'agrément (article 13, alinéa 7, de la loi) n'est réglé qu'en ce qui concerne les modalités de vote (article 9 du projet);

- les modalités relatives à l'accès de la Commission aux données officielles n'ont pas été fixées (article 18 de la loi), ce qui aurait d'ailleurs dû être fait par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, formalité à laquelle le projet soumis pour avis ne satisfait pas;

- les règles d'équivalence n'ont pas été établies (article 24 de la loi).

3. Le projet soumis pour avis omet de régler le sort des arrêtés d'exécution de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrément des entrepreneurs.

Il conviendrait, pour la sécurité juridique, d'abroger explicitement ces arrêtés d'exécution. Cette observation vaut notamment en ce qui concerne les articles de ces arrêtés qui trouveraient un nouveau fondement légal dans la loi du 20 mars 1991 et dont on pourrait dès lors prétendre qu'ils subsistent.

Il s'agit de :

- l'arrêté royal du 9 août 1982 fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrément des entrepreneurs;

- l'arrêté ministériel du 13 août 1982 établissant les critères à prendre en considération pour l'examen des demandes d'agrément des entrepreneurs et les conditions d'octroi des dérogations éventuelles.

Pour les mêmes motifs, il y a lieu d'abroger :

- l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1983 concernant les pièces à joindre aux demandes d'agrément, d'agrément provisoire ou d'attestation relative au montant total des travaux pouvant être exécutés simultanément (dans le projet L. 21.114/1/V);

- de indeling volgens de categorieën en ondercategorieën van werken (hoofdstuk III);

- de procedure om de erkenning te bekomen (hoofdstuk IV);

- de criteria voor de erkenning (hoofdstuk V);

- de regels voor de overdracht van de erkenning (hoofdstuk VI);

- de mogelijke sancties (hoofdstuk VII);

- de afwijkingmogelijkheden (hoofdstuk VIII);

- de overgangsbepalingen (hoofdstuk IX).

Tevens bevat het ontwerp in zijn artikel 19 een bepaling waaruit de inwerkingtreding volgt van de wet van 20 maart 1991.

#### Algemene opmerkingen

1. Wat de inwerkingtreding van de wet van 20 maart 1991 betreft, vindt het ontwerp zijn rechtsgrond in artikel 25 van de wet van 20 maart 1991, luidens hetwelk de Koning de datum van inwerkingtreding bepaalt.

Inzake de toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 moet de rechtsgrond worden gezocht in verschillende bepalingen van die wet en in artikel 19 van het ontwerp dat die wet in werking doet treden.

Aldus vindt men de rechtsgrond voor het merendeel van de bepalingen van het ontwerp ten dele in een andere bepaling van hetzelfde ontwerp waardoor het wetgevingstechnisch aanbeveling verdient dat de ontworpen bepalingen het voorwerp zouden uitmaken van twee onderscheiden besluiten :

- een eerste besluit waarin enkel de regeling van de inwerkingtreding van de wet zou worden opgenomen;

- een tweede besluit dat mede op grond van het eerste besluit de overige regelingen van het thans voor advies voorgelegde ontwerp zou bevatten.

2. Hoewel luidens het verslag aan de Koning het ontwerp een volledige uitvoering van de wet van 20 maart 1991 beoogt, worden door het ontwerp een aantal bepalingen van deze wet niet of slechts gedeeltelijk uitgevoerd :

- in een regeling inzake de beoordeling van de bewijzen voorgelegd met toepassing van artikel 3, § 1, 2<sup>o</sup>, van de wet wordt niet voorzien (artikel 4, § 2, van de wet);

- er zijn geen nadere regelen uitgewerkt volgens welke publiek-rechtelijke personen kunnen worden vrijgesteld (artikel 4, § 3, van de wet);

- de indeling in categorieën en ondercategorieën volgens de aard van de werken is niet opgenomen (artikel 7, § 1, van de wet) (1);

- de werkwijze van de Commissie voor erkenning (artikel 13, zevende lid, van de wet) is slechts geregeld wat de wijze van stemmen betreft (artikel 9 van het ontwerp);

- de nadere regeling van de toegang van de Commissie tot officiële gegevens is niet vastgesteld (artikel 16 van de wet), hetgeen overigens zou moeten gebeuren bij een in Ministerraad overlegd besluit, vormvereiste waaraan het voor advies voorgelegde ontwerp niet voldoet;

- de equivalentieregels zijn niet vastgesteld (artikel 24 van de wet).

3. Het voor advies voorgelegde ontwerp laat na het lot te bepalen van de uitvoeringsbesluiten van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers.

De rechtszekerheid ware gediend als deze uitvoeringsbesluiten uitdrukkelijk werden opgeheven. Dat geldt inzonderheid wat betreft die artikelen van deze besluiten die in de wet van 20 maart 1991 een nieuwe rechtsgrond zouden vinden en waarvan derhalve beweerd zou kunnen worden dat ze voortbestaan.

Het betreft :

- het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers;

- het ministerieel besluit van 13 augustus 1982 tot vaststelling van de in aanmerking te nemen criteria voor het onderzoek van de erkenningsaanvragen der aannemers en van de voorwaarden voor de toekenning van eventuele afwijkingen.

Om dezelfde redenen dienen te worden opgeheven :

- het ministerieel besluit van 1 april 1983 betreffende de bij de aanvragen voor een erkenning, een voorlopige erkenning of een attest inzake het totale bedrag van de werken die gelijktijdig mogen worden uitgevoerd, te voegen bescheiden (in het ontwerp L. 21.114/1/V);

(1) Le projet d'arrêté royal distinct établissant ce classement fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat L. 21.112/1/V.

(1) Het afzonderlijke ontwerp van koninklijk besluit dat deze indeling bepaalt is voorwerp van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State L. 21.112/1/V.

— l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1983 définissant les catégories et sous-catégories prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 9 août 1982 fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrégation des entrepreneurs (dans le projet L. 21.113/1/V).

#### Examen du texte

##### Observations préliminaires

1. Le Conseil d'Etat relève à maintes reprises de fâcheuses discordances entre les versions française et néerlandaise ou des erreurs de langage. Celles-ci ne sont plus mise dans un projet qui est soumis, à la section de législation du Conseil d'Etat dès lors qu'elles ralentissent inutilement les travaux du Conseil d'Etat.

A titre d'exemple, il est permis de signaler :

— à l'article 1<sup>er</sup> : il convient d'écrire dans le texte français « ajustés » au lieu de « ajusté »;

— à l'article 10 : le texte français du b) se termine après « complet » mais continue trois lignes plus loin;

— aux articles 11 et 12 : dans le texte français, il y a lieu d'écrire chaque fois « 50 % » au lieu de « la moitié »;

— article 17 :

— au 2<sup>o</sup>, il convient d'écrire dans le texte français « en vue de la sauvegarde » au lieu de « en vue la sauvegarde »;

— au 4<sup>o</sup>, il y a lieu de remplacer « communiquant » par « communiquant ».

2. A l'article 1<sup>er</sup>, il est explicitement question de montants « T.V.A. non comprise ». Les articles 2, 10 et 11 mentionnent également des montants mais sans cette précision.

Pour enlever toute incertitude quant à la question de savoir si la T.V.A. est comprise ou non, il convient également d'ajouter cette mention dans ces derniers articles, dès lors que telle est probablement l'intention du projet et que la cohérence avec l'article 1<sup>er</sup> serait assurée. Il serait même préférable d'insérer un article distinct portant que tous les montants fixés par l'arrêté s'entendent hors T.V.A.

3. Dans le texte française des articles 1<sup>er</sup> et 19, il y a lieu de citer la loi du 20 mars 1991 avec son intitulé correct : « ... l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ».

Aux articles 8 et 10, § 2, b), du projet, l'intitulé complet de la loi du 20 mars 1991 ne doit plus être réitéré.

#### Préambule

Il convient d'ajouter « Vu l'avis du Conseil d'Etat ».

#### Article 1<sup>er</sup>

1. Pour éviter l'impression que seules les dispositions de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi sont applicables et non la loi dans son ensemble, il conviendrait de rédiger le texte comme suit :

« Le montant visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du ... de travaux est fixé à 3 000 000 BEF, T.V.A. non comprise, pour les travaux rangés en catégories et à 2 000 000 BEF, T.V.A. non comprise, pour les travaux rangés en sous-catégories ».

2. Pour éviter que les ajustements des montants dont il est question à l'alinéa 2 interviennent suivant une périodicité autre que les ajustements quinquennaux des montants prévus à l'article 2, § 6, il convient de disposer ici aussi que l'ajustement s'opère tous les cinq ans; selon le fonctionnaire délégué, telle est d'ailleurs l'intention et confirmation en est également donnée par le rapport au Roi.

3. L'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> ne dispose pas quelle est l'autorité compétente pour procéder à l'ajustement.

Dès lors que le Roi arrête les modalités de l'ajustement (la liaison à l'indice des prix ABEX) et si la périodicité est inscrite dans l'arrêté royal en projet comme le propose le Conseil d'Etat ci-dessus, il n'y a aucune objection à ce que l'ajustement s'opère par voie d'arrêté ministériel.

4. La simple référence à « l'indice des prix ABEX » ne suffit pas : il convient de définir cet indice et de préciser la source à laquelle se référer.

5. Le rapport au Roi indique qu'en cas d'actualisation, il y a lieu d'arrondir les chiffres au millier de francs le plus près; cette précision ne figure toutefois pas dans le texte de l'arrêté en projet.

6. Le texte français de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit : « Ces montants sont ajustés tous les cinq ans sur la base des fluctuations ... ».

— het ministerieel besluit van 1 april 1983 tot nadere bepaling van de categorieën en ondercategorieën, voorzien in artikel 6 van het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947, houdende regeling van de erkenning der aannemers (in het ontwerp L. 21.113/1/V).

#### Onderzoek van de tekst

##### Voorafgaande opmerkingen

1. Herhaaldelijk merkt de Raad van State storende discrepanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst of taalfouten op. Die zijn niet meer op hun plaats in een ontwerp dat aan de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt voorgelegd; ze vertragen aldus nutteloos het werk van de Raad van State.

Aldus kan bij wijze van voorbeeld worden gewezen op :

— artikel 1 : men schrijve in de Franse tekst « ajustés » in plaats van « ajusté »;

— artikel 10 : de Franse tekst van b) eindigt na « complet » maar loopt drie regels verder door;

— artikelen 11 en 12 : in de Franse tekst stelle men telkens « 50 % » in plaats van « la moitié »;

— artikel 17 :

— in het 2<sup>o</sup> dient in de Franse tekst te worden geschreven « en vue de la sauvegarde » in plaats van « en vue la sauvegarde »;

— in het 4<sup>o</sup> vervange men « communiquant » door « communiquant ».

2. In artikel 1 is uitdrukkelijk sprake van bedragen « exclusief B.T.W. ». De artikelen 2, 10 en 11 bevatten eveneens geldbedragen, doch zonder deze vermelding.

Om elke twijfel weg te nemen betreffende het al dan niet uitgesloten zijn van de B.T.W., voege men ook aan laatstgenoemde artikelen deze vermelding toe, omdat dit wellicht de bedoeling is van het ontwerp en tevens coherent is met artikel 1. Nog beter zou zijn een afzonderlijk artikel in te voegen waarin bepaald wordt dat alle bedragen in het besluit vastgesteld zijn met uitsluiting van de B.T.W.

3. In de Franse tekst van de artikelen 1 en 19 dient de wet van 20 maart 1991 met haar juiste opschrift te worden vermeld : « ... l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ».

In de artikelen 8 en 10, § 2, b), van het ontwerp, dient het gehele opschrift van de wet van 20 maart 1991 niet meer te worden herhaald.

#### Aanhef

Men vulle aan met « Gelet op het advies van de Raad van State ».

#### Artikel 1

1. Om de indruk te vermijden dat enkel de bepalingen van artikel 3, § 1, van de wet van toepassing zijn en niet de gehele wet, wordt de tekst als volgt gesteld :

« Het bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van ...werken wordt vastgesteld op 3 000 000 BEF, exclusief B.T.W., voor de in categorieën en op 2 000 000 BEF, exclusief B.T.W., voor de in ondercategorieën ingedeelde werken ».

2. Om te vermijden dat de aanpassingen van de drempelbedragen waarvan sprake in het tweede lid met een andere periodiciteit zouden intreden dan de vijfjaarlijkse aanpassingen van de bedragen zoals voorgeschreven in artikel 2, § 6, stelle men ook hier dat de aanpassing om de vijf jaar plaatsvindt; volgens de gemachtigde is dat trouwens de bedoeling en dat blijkt ook uit het verslag aan de Koning.

3. Het tweede lid van artikel 1 bepaalt niet welke overheid bevoegd is om de aanpassing te verrichten.

Aangezien de Koning het systeem bepaalt volgens hetwelk de aanpassing dient te gebeuren (de koppeling aan het ABEX-indexcijfer) en ingeval de periodiciteit in het ontworpen koninklijk besluit wordt ingeschreven zoals de Raad van State hierboven voorstelt, is er geen bezwaar dat de aanpassing bij ministerieel besluit zou plaatsvinden.

4. De loutere verwijzing naar het « ABEX-indexcijfer » volstaat niet : dit indexcijfer en zijn vindplaats moeten worden omschreven.

5. Het verslag aan de Koning vermeldt dat bij de actualisering een afronding dient te gebeuren naar het dichtstliggende duizendtal; dit is echter niet in de tekst van het ontworpen besluit terug te vinden.

6. De Franse tekst van het tweede lid ware beter gesteld als volgt : « Ces montants sont ajustés tous les cinq ans sur la base des fluctuations ... ».

## Article 2

1. Un intitulé du chapitre II plus correct et rappelant l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mars 1991 s'énoncerait comme suit :  
« Classement selon le montant de la soumission ».

2. Dans le texte français des paragraphes 2 et 3, il y a lieu de remplacer le symbole « FB » par « BEF ». La même observation vaut pour l'article 10, § 2, 1<sup>o</sup>, et § 3, et l'article 11, § 2, 1<sup>o</sup>.

3. Au paragraphe 6, il convient de remplacer « royal » par « ministériel » conformément à ce qui fut exposé lors de l'examen de l'article 1<sup>er</sup>, et étant donné que cela emporte également la préférence du fonctionnaire délégué, de charger le Ministre plutôt que le Roi de procéder aux ajustements prévus par les articles 1<sup>er</sup> et 2.

Dans le texte français de ce paragraphe, il y a lieu d'écrire « sur la base de » au lieu de « sur base de ».

## Article 3

Il est recommandé de placer cet article au début du projet sous un article 1<sup>er</sup> : l'article 1<sup>er</sup> en projet devenant l'article 2 et l'article 2 devenant l'article 3.

« L'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> du projet dans ce cas, serait mieux rédigé comme suit :

« Définition et seuil d'application ».

## Articles 4 et 5

1. Les articles 4 et 5 ne mettent pas pleinement en œuvre l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mars 1991 en ce qui concerne le classement en catégories et sous-catégories. Cette mise en œuvre est opérée par le projet d'arrêté royal portant classement des travaux en catégories et sous-catégories examiné par le Conseil d'Etat sous le n<sup>o</sup> L. 21.112/1/V.

Le morcellement inopportun en divers textes relatifs à une même matière, l'attention qu'il convient dès lors de consacrer à une entrée en vigueur simultanée et les anticipations sur le classement précité que contient le projet examiné dans le présent avis (aux articles 2, 4, 5, 11 et 12) justifient la fusion des deux projets. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette proposition.

Ainsi, le chapitre III en projet pourrait inclure, en un nouvel article 4, le premier article du projet L. 21.112/1/V.

Un nouvel article 5 peut ensuite réunir le deuxième article du projet L. 21.112/1/V et les articles 4 et 5 du projet actuellement soumis pour avis, ces derniers articles étant incorporés sous forme de paragraphes, de sorte que les articles en projet subséquents ne doivent pas être renumérotés.

2. Dans le texte de l'article 4 du projet (qui devient un paragraphe dans la proposition formulée ci-dessus), le mot « spécial » doit être supprimé dans l'expression « cahier spécial des charges », la terminologie actuelle des marchés publics n'employant plus cette expression.

## Article 6

1. Il y a discordance entre le paragraphe 1<sup>er</sup> qui porte que « Il peut faire cette demande lui-même ou à l'intervention d'une organisation professionnelle » et les indications du rapport au Roi qui mentionne également l'intervention d'un « comptable, d'un expert-comptable, d'un avocat ou d'un secrétariat social ».

2. Dans la dernière phrase du paragraphe 4, il est préférable d'écrire « Il a le droit d'être entendu et de se faire assister par un conseil ».

## Article 7

Dès lors que, selon le fonctionnaire-délégué, les paragraphes 2 à 4 de l'article 6 sont également applicables à ces procédures, et pas uniquement le paragraphe 1<sup>er</sup> qui concerne la demande au sens strict du mot, il conviendrait de formuler l'article en projet comme suit :

« La procédure prévue à l'article 6 est applicable à l'obtention d'une agrégation dans une classe supérieure ou à une extension de l'agrégation à d'autres catégories ou sous-catégories, ainsi qu'au transfert de l'agrégation ».

## Article 8

Il convient de compléter l'article par « L'article 6, § 4, est d'application ». Le fonctionnaire délégué s'est déclaré d'accord avec cette proposition.

## Article 9

1. Dans le texte néerlandais, il est préférable de remplacer l'expression « eenvoudige meerderheid » par les termes plus courants « gewone meerderheid ».

## Artikel 2

1. Een opschrift van hoofdstuk II dat aansluit bij artikel 7, § 1, van de wet van 20 maart 1991 en ook juist is, zou luiden :

« Indeling volgens het bedrag van de inschrijving ».

2. In de Franse tekst van paragraaf 2 en paragraaf 3, vervang men het symbool « FB » door « BEF ». Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 2, 1<sup>o</sup>, en § 3, en artikel 11, § 2, 1<sup>o</sup>.

3. In paragraaf 6 vervang men « koninklijk » door « ministerieel » in aansluiting met wat bij de bespreking van artikel 1 is gesteld en daar het ook de voorkeur van de gemachtigde ambtenaar wegdraagt, de aanpassingen in de artikelen 1 en 2 door de Minister te laten verrichten, veeleer dan door de Koning.

In de Franse tekst van deze paragraaf schrijve men « sur la base de » in plaats van « sur base de ».

## Artikel 3

Het verdient aanbeveling dit artikel in het begin van het ontwerp te plaatsen onder een artikel 1 : het ontworpen artikel 1 wordt aldus artikel 2 en artikel 2 wordt artikel 3.

Het opschrift van hoofdstuk-I van het ontwerp kan dan beter luiden als volgt :

« Definitie en toepassingsdrempel ».

## Artikelen 4 en 5

1. Door de artikelen 4 en 5 wordt artikel 7, § 1, van de wet van 20 maart 1991 niet ten volle uitgevoerd wat de indeling in categorieën en ondercategorieën betreft. Dit geschiedt in het ontwerp van koninklijk besluit houdende indeling van de werken in categorieën en ondercategorieën waarvan de Raad van State kennis neemt onder nr. L. 21.112/1/V.

De ongewenste versnippering over verscheidene teksten die een zelfde materie betreffen, de aandacht die daardoor moet gaan naar een gelijktijdige inwerkingtreding en de anticipaties naar de bovengenoemde indeling die het in het huidige advies besproken ontwerp bevat (in de artikelen 2, 4, 5, 11 en 12) rechtvaardigen de samenvoeging van de twee ontwerpen, waarmee ook de gemachtigde ambtenaar akkoord gaat.

Aldus kan het ontworpen hoofdstuk III in een nieuw artikel 4 het eerste artikel van het ontwerp L. 21.112/1/V bevatten.

Een nieuw artikel 5 kan vervolgens het tweede artikel van het ontwerp L. 21.112/1/V en de artikelen 4 en 5 van het nu voor advies voorliggend ontwerp verenigen, deze laatste hernomen als paragrafen, zodat de daaropvolgende ontworpen artikelen niet moeten worden vernummerd.

2. In de tekst van artikel 4 van het ontwerp (dat in het hierboven uitgewerkte voorstel een paragraaf wordt) dient het woord « bijzonder » in de zinsnede « bijzonder bestek » te worden geschrapt aangezien in de huidige terminologie van de overheidsopdrachten « bijzonder bestek » niet meer wordt gebruikt.

## Artikel 6

1. Er is geen overeenstemming tussen de bepaling in paragraaf 1 « Hij kan die aanvraag zelf doen of door tussenkomst van een beroepsvereniging » en hetgeen gesteld is in het verslag aan de Koning dat ook de tussenkomst van « een boekhouder, accountant, advocaat of sociaal secretariaat ... » vermeldt.

2. In de laatste volzin van paragraaf 4 schrijve men beter « Hij heeft het recht te worden gehoord en zich door een raadsman te laten bijstaan ».

## Artikel 7

Omdat volgens de gemachtigde ambtenaar ook de paragrafen 2 tot 4 van artikel 6 van toepassing zijn op deze procedures en niet enkel paragraaf 1, die de aanvraag in de enge zin van het woord betreft, formuleer men het ontworpen artikel als volgt :

« De procedure bepaald in artikel 6 is van toepassing om een erkenning in een hogere klasse of een uitbreiding van de erkenning tot andere categorieën of ondercategorieën te verkrijgen, evenals voor de overdracht van de erkenning ».

## Artikel 8

Men vulle het artikel aan met « Artikel 6, § 4, is van overeenkomstige toepassing ». De gemachtigde ambtenaar stemt hiermee in.

## Artikel 9

1. In de Nederlandse tekst wordt de term « eenvoudige meerderheid » beter vervangen door de meer gebruikelijke term « gewone meerderheid ».

2. La Commission comptant 26 membres en vertu de l'article 13 de la loi du 20 mars 1991, un partage des voix peut se produire. L'article en projet doit donc être complété par des prescriptions réglant cette situation.

3. Le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait que si la question de la majorité est réglée, celle du quorum de présence ne l'est pas.

#### Article 10

La division du paragraphe 2 doit être revue : a) et b) doivent être remplacés par 1° et 2°; 1° et 2° par a) et b).

2. L'article en projet gagnerait en clarté si la formule énoncée sous b) (qui devient 2°) au paragraphe 2 figurait dans une phrase distincte.

3. Le texte du paragraphe 2, b), serait plus clair et, selon le fonctionnaire délégué, plus conforme aux objectifs du projet si, après les mots « au moment de la révision de leur agréation », le segment de phrase « conformément à l'article 18 de la loi » était ajouté et si les mots « depuis l'obtention de leur première agréation sur base de la loi du 20 mars 1991 » étaient remplacés par « depuis l'obtention de leur première agréation visée à l'article 24 de la loi du 20 mars 1991 ».

4. Les résultats de la vérification opérée par l'expert-comptable ou le réviseur d'entreprise ne lient ni la Commission, ni le Ministre.

La lecture du segment de phrase en projet qui est relatif à la question à la fin du paragraphe 2, pourrait donner à penser le contraire. Afin d'y remédier, il est préférable d'écrire : « désigner un expert-comptable ou un réviseur d'entreprise qui procède à une vérification de la capacité financière de l'intéressé et donne un avis sur ce point ».

#### Article 11

1. Dans le texte du paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, il convient de circonscrire la portée spécifique que le rapport au Roi donne au mot « semestre », à savoir « deux trimestres successifs O.N.S.S. ».

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, et du paragraphe 2, 2°, il convient de supprimer le mot « jongste », celui-ci étant superflu.

3. Au paragraphe 2, 2°, dernier alinéa, il convient d'écrire in fine : « à laquelle participe l'entrepreneur et ce à raison de sa participation ».

#### Article 12

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, la mention « type B » doit être supprimée étant donné qu'elle ne peut qu'apporter la confusion quant aux réductions visées, à plus forte raison placée comme elle l'est, après le mot « cadres », pour lesquels il n'est pas prévu de type B.

#### Article 13

Comme l'a confirmé le délégué, l'objectif de cet article est d'appliquer les critères des articles 10 à 12 en projet.

Le texte suivant est dès lors proposé :

« Pour apprécier l'équivalence de l'inscription sur la liste officielle d'entrepreneurs agréés dans un autre Etat membre des Communautés européennes en matière de capacité financière, économique et technique, il est tenu compte des critères établis aux articles 10, 11 et 12 ».

#### Article 14

1. Cet article ne comporte aucune disposition réglant une procédure ou la possibilité de réclamation contre un avis négatif de la Commission.

Etant donné que, selon le délégué, l'intention est néanmoins d'appliquer la même procédure qu'en matière d'agréations, l'article doit être complété par une disposition déclarant l'article 6 en projet d'application en l'espèce.

2. A l'alinéa 3 du paragraphe 6, il y a lieu d'écrire « une demande introduite tardivement » au lieu de « une demande introduite en dehors du délai visé à l'alinéa précédent » : ce délai est fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et non à l'alinéa « précédent » et est, à l'évidence, le délai prévu au paragraphe 6.

#### Article 15

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, il convient de supprimer « 2° » avant la lettre b).

2. Les auteurs du projet devraient considérer l'opportunité de faire référence également à l'article 12 dans le paragraphe 2, alinéa 2, s'ils entendent faire bénéficier le demandeur des réductions prévues à cet article.

2. Aangezien de Commissie op grond van artikel 13 van de wet van 20 maart 1991 26 leden telt, kan een staking van stemmen zich voordoen. Het ontworpen artikel moet dus met een regeling ter zake worden aangevuld.

3. De Raad van State vestigt er de aandacht op dat wel een stemmenquorum doch geen aanwezigheidsquorum is bepaald.

#### Artikel 10

1. De indeling van paragraaf 2 moet worden herzien : a) en b) dienen vervangen te worden door 1° en 2°; 1° en 2° door a) en b).

2. Het ontworpen artikel zou aan duidelijkheid winnen indien men de berekening in paragraaf 2 onder b) (dat 2° dient te worden) als een aparte zin zou opnemen.

3. De tekst van paragraaf 2, b), wordt duidelijker en strookt volgens de gemachtigde met de bedoelingen van het ontwerp indien men na « op het ogenblik van de herziening van hun erkenning », de zinsnede « overeenkomstig artikel 18 van de wet » toevoegt en « sinds het verkrijgen van hun eerste erkenning op basis van de wet van 20 maart 1991 » vervangt door « sinds het verkrijgen van hun eerste erkenning bedoeld in artikel 24 van de wet van 20 maart 1991 ».

4. De uitslag van het onderzoek van de accountant of de bedrijfsrevisor bindt noch de Commissie noch de Minister.

Om de tegenovergestelde indruk die de lezing van de daaromtrent ontworpen zinsnede in paragraaf 2 in fine zou kunnen wekken weg te nemen, schrijve men beter : « een accountant of bedrijfsrevisor aanwijzen die een onderzoek instelt naar de financiële draagkracht van de betrokkene en daaromtrent een advies geeft ».

#### Artikel 11

1. In de tekst van paragraaf 1, 2°, dient de specifieke betekenis te worden omschreven die in het verslag aan de Koning wordt gegeven aan « semester », namelijk « twee opeenvolgende R.S.Z.-kwartalen ».

2. In de Nederlandse tekst schrappen men in paragraaf 1, 2°, en in paragraaf 2, 2°, het overbodige woord « jongste ».

3. In paragraaf 2, 2°, laatste lid, schrijve men in fine : « waaraan de aannemer deelneemt en dit in verhouding tot zijn deelneming ».

#### Artikel 12

In het eerste lid dient de vermelding « type B » geschrapt, daar ze slechts verwarring scheidt met betrekking tot de beoogde verminderingen, zeker zoals ze na « kaderleden » is geplaatst, waarvoor geen type B is bepaald.

#### Artikel 13

Zoals bevestigd door de gemachtigde is de bedoeling van het artikel de criteria van de ontworpen artikelen 10 tot en met 12 te hanteren.

Vandaar wordt volgende tekst voorgesteld :

« Om de gelijkwaardigheid inzake de financiële en economische draagkracht en de technische bekwaamheid te beoordelen van de inschrijving op de officiële lijst van de erkende aannemers in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen wordt rekening gehouden met de criteria bepaald in de artikelen 10, 11 en 12 ».

#### Artikel 14

1. Dit artikel bevat geen bepalingen die een procedure of de mogelijkheid van bezwaar regelen tegen een negatief advies van de Commissie.

Aangezien het volgens de gemachtigde nochtans de bedoeling is dezelfde procedure toe te passen als inzake erkenningen, dient het artikel te worden aangevuld met een bepaling die het ontworpen artikel 6 van overeenkomstige toepassing verklaart.

2. In het derde lid van paragraaf 6 schrijve men « een te laat ingediende aanvraag » in plaats van « een buiten de in het voorgaande lid bedoelde termijn ingediende aanvraag » : deze termijn is in het eerste lid te vinden, niet in het « voorgaande » en is vanzelfsprekend de termijn vervat in paragraaf 6.

#### Artikel 15

1. In paragraaf 1, 2°, schrappen men « 2° » voor de letter b).

2. De stellers van het ontwerp zouden de wenselijkheid kunnen overwegen om in paragraaf 2, tweede lid, ook een verwijzing naar artikel 12 in te voegen indien zij de aanvrager willen laten in aanmerking komen voor de daarin gestelde verminderingen.

## Article 16

1. L'article 19, § 4, de la loi du 20 mars 1991 n'ouvre aucun droit de défense en matière de retrait et d'exclusion. Ces droits sont toutefois prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 16 en projet. Du point de vue de la compétence, il n'est pas au pouvoir du Roi de régler la question; mais, en y pourvoyant, le projet satisfait à l'esprit de la loi, tel qu'il se dégage de la genèse de l'article 19 de la loi.

Lors d'une prochaine modification de la loi, il pourrait être envisagé d'assurer également les droits de la défense pour le retrait et l'exclusion comme dans l'avant-projet de loi, tel qu'il fut soumis à l'époque à la section de législation du Conseil d'Etat (Doc. parl., Sénat, 1990-1991, 1067-1, pp. 29-30).

2. Le paragraphe 2 doit être supprimé étant donné qu'il limite les possibilités de la Commission telles qu'elles résultent de la loi du 20 mars 1991, plus particulièrement de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, a), et de l'article 19 (paragraphe 1<sup>er</sup>, 3 et 4). Vu les dispositions du paragraphe 2, la Commission ne pourrait rendre des avis que dans les cas que lui soumettrait le Ministre.

3. Le régime légal tel qu'il résulte des articles 4, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et 19, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a), et § 3, fait l'objet d'une interprétation au paragraphe 3 (« une sanction ne peut être appliquée quand il s'agit d'arrières non contestés ») et un ajout (« pour lesquels aucun plan ou accord d'apurement échelonné n'est intervenu ou lorsque les clauses du plan d'apurement ne sont pas respectées »).

Le Roi n'est compétent ni pour l'une, ni pour l'autre. Le paragraphe 3 doit donc être distrait du projet.

## Article 17

1. L'objectif du 1<sup>o</sup> serait plus clairement exprimé en rédigeant l'alinéa 2 de la manière suivante : « La concurrence est en tout cas jugée insuffisante... ».

2. Au 3<sup>o</sup>, il convient d'écrire : « ... aux dispositions relatives aux conditions normales de la concurrence, visées à l'article 7 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services; ».

## Article 18

1. Selon le délégué, l'intention est d'instaurer des droits de défense également pour cette forme de « révision » (tout comme pour la révision prévue à l'article 18 de la loi). Le texte de l'article en projet ne comporte toutefois pas cette précision.

2. Au paragraphe 2, il n'est pas tenu compte de la subdivision en catégories et sous-catégories et étant donné que telle est sans doute l'intention du projet, le 2<sup>o</sup> doit être complété par les mots « dans chaque classe ».

La chambre était composée de :

MM. :

J. Borret, président de chambre;

D. Verbiest;

A. Beirlean, conseillers d'Etat;

F. De Kempeneer;

J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Verbiest.

Le rapport a été présenté par M. J. Stevens, auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. G. Van Haegendoren, référendaire adjoint.

Le greffier,  
F. Lievens.

Le président,  
J. Borret.

26 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux;

Vu l'avis de la Commission des Marchés publics, donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

## Artikel 16

1. Artikel 19, § 4, van de wet van 20 maart 1991 kent geen rechten van verdediging toe inzake intrekking en uitsluiting. Die rechten worden wel toegekend in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 16. Vanuit het oogpunt van de bevoegdheid kan dit niet; maar aldus komt het ontwerp toch aan de geest van de wet tegemoet, zoals die blijkt uit de ontstaansgeschiedenis van artikel 19 van de wet.

Bij een eerstvolgende wetswijziging kan eraan gedacht worden voor de intrekking en uitsluiting eveneens de rechten van verdediging te bepalen zoals in het voorontwerp van wet in de vorm waarin het destijds aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd (Gedr. St., Senaat, 1990-1991, 1067-1, p. 29-30).

2. Paragraaf 2 dient te worden geschrapt aangezien hij de mogelijkheden van de Commissie beperkt zoals deze voortvloeien uit de wet van 20 maart 1991, meer in het bijzonder uit artikel 4, § 1, 4<sup>o</sup>, a), en uit artikel 19 (in zijn paragrafen 1, 3 en 4). Met het bepaalde in paragraaf 2 zou de Commissie nog slechts advies kunnen geven in de gevallen haar door de Minister voorgelegd.

3. Het wettelijk stelsel zoals het voortvloeit uit de artikelen 4, § 1, 7<sup>o</sup>, en 19, § 1, 2<sup>o</sup>, a), en § 3, krijgt in paragraaf 3 een interpretatie (« kan een sanctie enkel opgelegd worden wanneer het gaat om niet-betwiste achterstallen ») en een toevoeging (« waarvoor geen afbetalingsplan of -regeling werd bekomen of waarbij de bepalingen van het afbetalingsplan niet worden nageleefd »).

Noch voor het ene, noch voor het andere is de Koning bevoegd. Paragraaf 3 moet dus uit het ontwerp verwijderd worden.

## Artikel 17

1. De bedoeling van 1<sup>o</sup> komt duidelijker tot uiting wanneer men in het tweede lid schrijft : « Er wordt in ieder geval geacht onvoldoende concurrentie te bestaan zodra ... ».

2. Men stelle in het 3<sup>o</sup> : « ... inzake de bepalingen betreffende de normale mededingingsvoorwaarden, bedoeld in artikel 7 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneeming van werken, leveringen en diensten; ».

## Artikel 18

1. Volgens de gemachtigde is het de bedoeling ook voor deze vorm van « herziening » (zoals voor de herziening bepaald in artikel 18 van de wet) rechten van verdediging in te stellen, hetgeen echter in de tekst van het ontworpen artikel niet wordt gedaan.

2. In paragraaf 2 wordt geen rekening gehouden met de onderverdeling in categorieën en ondercategorieën en aangezien dit wellicht de bedoeling van het ontwerp is, dient het 2<sup>o</sup> te worden aangevuld met « binnen elke klasse ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. Borret, kamervoorzitter;

D. Verbiest;

A. Beirlean, staatsraden;

F. De Kempeneer;

J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Verbiest.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Stevens, auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer G. Van Haegendoren, adjunct-referendaris.

De griffier,  
F. Lievens.

De voorzitter,  
J. Borret.

26 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten, gegeven op 15 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et de Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définition et seuil d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, sont considérés comme marchés de travaux, les contrats de louage d'ouvrage ayant pour objet :

1<sup>o</sup> la construction, la démolition, la transformation, l'aménagement ou la réparation de biens immeubles par leur nature;

2<sup>o</sup> la construction et le placement, ou le placement d'éléments d'équipement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les biens immeubles. Font corps avec les biens immeubles précités, les éléments d'équipement dont la dépose, le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans que ces éléments ne soient fracturés, ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie des biens immeubles auxquels ils sont attachés.

**Art. 2.** Le montant visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux est fixé à 3 000 000 BEF, T.V.A. non comprise, pour les travaux rangés en catégories et à 2 000 000 BEF, T.V.A. non comprise, pour les travaux rangés en sous-catégories.

Ces montants sont ajustés tous les cinq ans par le Ministre sur la base des fluctuations de l'indice des prix ABEX et arrondis au millier de francs le plus près.

#### CHAPITRE II

##### Classement selon le montant de la soumission

**Art. 3, § 1<sup>er</sup>.** Pour chaque catégorie ou sous-catégorie, les entrepreneurs agréés sont répartis en huit classes.

§ 2. Le montant maximum, T.V.A. non comprise, d'un marché de travaux pouvant être confié à un entrepreneur est fixé comme suit pour chacune des sept premières classes :

- classe 1 : 5 500 000 BEF
- classe 2 : 11 000 000 BEF
- classe 3 : 20 000 000 BEF
- classe 4 : 36 000 000 BEF
- classe 5 : 73 000 000 BEF
- classe 6 : 130 000 000 BEF
- classe 7 : 215 000 000 BEF

§ 3. Le montant total, T.V.A. non comprise, des travaux, tant publics que privés, pouvant être exécutés simultanément en Belgique et à l'étranger par un même entrepreneur au moment de l'attribution du marché est fixé comme suit pour chacune des huit classes :

- classe 1 : 27 500 000 BEF
- classe 2 : 88 000 000 BEF
- classe 3 : 160 000 000 BEF
- classe 4 : 280 000 000 BEF
- classe 5 : 580 000 000 BEF
- classe 6 : 1 040 000 000 BEF
- classe 7 : 1 720 000 000 BEF
- classe 8 : 10 500 000 000 BEF

Pour le calcul du montant des travaux pouvant être exécutés simultanément, il n'est tenu compte, pour les travaux en cours d'exécution par une association momentanée, ou à exécuter par une telle association, que de la part du marché à exécuter ou restant à exécuter par chacun des participants à une telle association.

§ 4. La classe d'agrégation exigible pour l'attribution d'un marché est celle qui correspond au montant de la soumission à approuver.

§ 5. L'agrégation dans une classe permet l'exécution des travaux rangés dans les classes inférieures.

§ 6. Les montants prévus aux §§ 2 et 3 sont ajustés tous les cinq ans par le Ministre sur la base des fluctuations de l'indice des prix ABEX et arrondis au millier de francs le plus près.

#### CHAPITRE III

##### Classement suivant les catégories et sous-catégories de travaux

**Art. 4.** Les travaux sont groupés selon leur nature dans les catégories et sous-catégories qui sont désignées à l'aide des lettres et indices ci-après et qui sont définies par le Ministre.

- A Entreprises générales de dragage
- A 1 Renflouage de bateaux et enlèvement d'épaves

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en van Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definitie en toepassingsdrempel

**Artikel 1.** Worden voor de toepassing van dit besluit beschouwd als opdrachten voor de aanneming van werken, de aannemingsovereenkomsten die tot voorwerp hebben :

1<sup>o</sup> het bouwen, het afbreken, het verbouwen, het inrichten of het herstellen van goederen welke uit hun aard onroerend zijn;

2<sup>o</sup> het vervaardigen en het plaatsen, of het plaatsen van uitrustingsbestanddelen, wanneer zij een onafscheidbaar geheel met de onroerende goederen vormen. Vormen een geheel met voormelde onroerende goederen die uitrustingsbestanddelen waarvan het wegnemen, het uit elkaar nemen of waarvan het vervangen niet kan gebeuren zonder deze bestanddelen zelf of het gedeelte van de onroerende goederen waaraan zij verbonden zijn, te breken of te beschadigen.

**Art. 2.** Het bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken wordt vastgesteld op 3 000 000 BEF, exclusief B.T.W., voor de in categorieën en 2 000 000 BEF, exclusief B.T.W., voor de in ondercategorieën ingedeelde werken.

Deze bedragen worden om de vijf jaar door de Minister aangepast op basis van de schommelingen van het ABEX-indexcijfer en afgerond naar het dichtstliggende duizendtal.

#### HOOFDSTUK II

##### Indeling volgens het bedrag van de inschrijving

**Art. 3, § 1.** De erkende aannemers worden voor elke categorie of ondercategorie in acht klassen ingedeeld.

§ 2. Het maximale bedrag exclusief B.T.W. van de aanneming van werken die aan de aannemer mag worden gegund is voor elk van de eerste zeven klassen vastgesteld als volgt :

- klasse 1 : 5 500 000 BEF
- klasse 2 : 11 000 000 BEF
- klasse 3 : 20 000 000 BEF
- klasse 4 : 36 000 000 BEF
- klasse 5 : 73 000 000 BEF
- klasse 6 : 130 000 000 BEF
- klasse 7 : 215 000 000 BEF

§ 3. Het totaal bedrag, exclusief B.T.W., van al de werken, zowel openbare als private, welke door dezelfde aannemer in België en in het buitenland gelijktijdig mogen worden uitgevoerd op het ogenblik van het gunnen van de opdracht, wordt voor elk van de acht klassen vastgesteld als volgt.

- klasse 1 : 27 500 000 BEF
- klasse 2 : 88 000 000 BEF
- klasse 3 : 160 000 000 BEF
- klasse 4 : 280 000 000 BEF
- klasse 5 : 580 000 000 BEF
- klasse 6 : 1 040 000 000 BEF
- klasse 7 : 1 720 000 000 BEF
- klasse 8 : 10 500 000 000 BEF

Voor de berekening van de werken die gelijktijdig mogen worden uitgevoerd, wordt er voor de werken in uitvoering door een tijdelijke vereniging of uit te voeren door een dergelijke vereniging, slechts rekening gehouden met het aandeel van de aanneming uit te voeren of nog uit te voeren door elk der deelnemers aan een dergelijke vereniging.

§ 4. Voor de gunning van een opdracht is de vereiste erkenningsklasse deze welke overeenstemt met het goed te keuren bedrag van de inschrijving.

§ 5. De erkenning in een klasse laat de uitvoering toe van de werken gerangschikt in de lagere klassen.

§ 6. De bedragen voorzien bij §§ 2 en 3 worden om de vijf jaar door de Minister aangepast op basis van de schommelingen van het ABEX-indexcijfer en afgerond naar het dichtstliggende duizendtal.

#### HOOFDSTUK III

##### Indeling volgens de categorieën en ondercategorieën van werken

**Art. 4.** De werken worden volgens hun aard ingedeeld in de categorieën en ondercategorieën, welke door volgende kenletters en kencijfers worden aangeduid en door de Minister worden nader bepaald.

- A Algemene aannemingen van baggerwerken
- A 1 Lichten van schepen en opruimen van wrakken

B	Entreprises générales de travaux hydrauliques	B	Algemene aannemingen van waterbouwkundige werken
B 1	Curage de cours d'eau	B 1	Ruimen van waterlopen
C	Entreprises générales de travaux routiers	C	Algemene aannemingen van wegenbouwkundige werken
C 1	Travaux d'égouts courants	C 1	Gewone rioleringswerken
C 2	Distribution d'eau et pose de canalisations diverses	C 2	Watervoorziening en leggen van allerhande leidingen
C 3	Signalisation non-électrique des voies de communication, dispositifs de sécurité, clôtures et écrans de tout type, non électriques	C 3	Niet-elektrische verkeerstekens langs verbindingswegen, allerhande, niet-elektrische veiligheidsinrichtingen, afsluitingen en schermen
C 5	Revêtements hydrocarbonés et enduisages	C 5	Bitumineuze verhardingen en bestrijkingen
C 6	Pose en tranchées de câbles électriques d'énergie et de télécommunication, sans connexion	C 6	Leggen van sterkstroom- en telecommunicatiekabels in sleuven, zonder aaneenkoppeling
C 7	Fonçages horizontaux de tuyaux pour câbles et canalisations	C 7	Horizontale doorpersingen van buizen voor kabels en leidingen
D	Entreprises générales de bâtiments	D	Algemene aannemingen van bouwwerken
D 1	Tous travaux de gros œuvre et de mise sous toit de bâtiments	D 1	Alle ruwbouwwerken en onder kap brengen van gebouwen
D 4	Isolation acoustique ou thermique, cloisons légères, faux plafonds et faux planchers préfabriqués ou non	D 4	Geluids- en warmte-isolatie, lichte scheidingswanden, valse plafonds en blinde vloeren, al dan niet geprefabriceerd
D 5	Menuiserie générale, charpentes et escaliers en bois	D 5	Schrijnwerk in het algemeen, houten spanten en trappen
D 6	Marbrerie et taille de pierres	D 6	Marmer- en steenhouwerswerk
D 7	Ferronnerie	D 7	Smeedwerk
D 8	Couverture de toitures asphaltiques ou similaires et travaux d'étanchéité	D 8	Dakbedekkingen in asfalt- of gelijkaardige producten en dichtingswerken
D 10	Carrelages	D 10	Tegelwerk
D 11	Plafonnage, crépissage	D 11	Pleister- en raapwerk
D 12	Couvertures non métalliques et non asphaltiques	D 12	Niet-metalen en niet-asfaltbedekkingen
D 13	Peinture	D 13	Verfwerk
D 14	Vitrierie	D 14	Glazenmakerswerk
D 15	Parquetage	D 15	Parketwerk
D 16	Installations sanitaires et installations de chauffage au gaz par appareils individuels	D 16	Sanitaire installaties en verwarmingsinstallaties met gas door middel van individuele toestellen
D 17	Chauffage central, installations thermiques	D 17	Centrale verwarming, thermische installaties
D 18	Ventilation, chauffage à air chaud, conditionnement d'air	D 18	Ventilatie, luchtverwarming en airconditioning
D 20	Menuiserie métallique	D 20	Metalen schrijnwerk
D 21	Ravalement et remise en état de façades	D 21	Reinigen en opknappen van gevels
D 22	Couvertures métalliques de toiture et zinguerie	D 22	Metalen dakbedekkingen en zinkwerk
D 23	Restauration par des artisans	D 23	Restauratie door ambachtslieden
D 24	Restauration de monuments	D 24	Restauratie van monumenten
D 25	Revêtements de murs et de sols, autres que la marbrerie, le parquetage et les carrelages	D 25	Muur- en vloerbekledingen met uitzondering van marmer-, parket- en tegelwerk
D 29	Chapes de sols et revêtements de sols industriels	D 29	Vloerdeklaag en bekleding van industriële vloeren
E	Entreprises de génie civil	E	Algemene aannemingen van burgerlijke bouwkunde
E 1	Egouts collecteurs	E 1	Moerriolen
E 2	Fondations profondes sur pieux, rideaux de palplanches, murs emboués	E 2	Paalfunderingen, dam- en diepwanden
E 4	Fonçages horizontaux d'éléments constitutifs d'ouvrages d'art	E 4	Horizontale doorpersingen van samenstellende elementen van kunstwerken
F	Entreprises générales de constructions métalliques	F	Algemene aannemingen van metaalconstructies
F 1	Travaux de montage et de démontage (sans fournitures)	F 1	Montage- en demontagewerken (zonder leveringen)
F 2	Construction de charpentes métalliques	F 2	Bouw van metalen draagstructuren
F 3	Peinture industrielle	F 3	Industrieel schilderwerk
G	Entreprises générales de terrassements	G	Algemene aannemingen van grondwerken
G 1	Travaux de forage, de sondage et d'injection	G 1	Borings- en sonderingswerken en injecties
G 2	Travaux de drainage	G 2	Draineerwerken
G 3	Plantations	G 3	Beplantingen
G 4	Revêtements spéciaux pour terrains de sport	G 4	Speciale bekledingen voor sportvelden
G 5	Travaux de démolition	G 5	Afbraakwerken
H	Entreprises générales de voies ferrées	H	Algemene aannemingen van spoorwerken
H 1	Travaux de soudure des rails	H 1	Lassen van spoorstaven
H 2	Pose de caténaires	H 2	Plaatsen van stroomdraden
K	Entreprises générales d'équipements mécaniques	K	Algemene aannemingen van mechanische uitrustingen
K 1	Equipements d'ouvrages d'art ou de mécanique industrielle	K 1	Uitrustingen van kunstwerken en van industriële mechanica
K 2	Installations d'engins de manutention et de levage (grues, ponts roulants ...)	K 2	Installaties van overladers- en hijstoestellen (kranen, rolbruggen ...)
K 3	Equipements oléomécaniques	K 3	Oleomechanische uitrustingen
L	Entreprises générales d'installations d'équipements hydro-mécaniques	L	Algemene aannemingen van hydromechanische uitrustingsinstallaties
L 1	Installations de tuyauteries	L 1	Installaties van leidingen
L 2	Equipements de stations de pompage ou de turbinage	L 2	Uitrustingen van pomp- en turbinestations
M	Entreprises générales d'installations d'équipements électroniques	M	Algemene aannemingen van elektronische uitrustingen

- M 1 Equipements électroniques à fréquence industrielle ou élevée y compris équipements des stations d'alimentation
- N Entreprises générales d'installations de transport dans les bâtiments
- N 1 Ascenseurs, monte-charges, escaliers et trottoirs roulants
- N 2 Transports par gaines ou tubes d'objets, de documents ou de marchandises (pneumatique, mécanique ...)
- Installations électriques
- P 1 Installations électriques des bâtiments, y compris installations de groupes électrogènes, équipements de détection d'incendie et de vol, télétransmissions dans les bâtiments et leur périphérie et installations ou équipements de téléphonie mixte
- P 2 Installations électriques et électromécaniques d'ouvrages d'art ou industriels et installations électriques extérieures
- P 3 Installations électriques de lignes aériennes de transport électriques
- P 4 Installations électriques d'ouvrages portuaires
- S Entreprises générales d'installation d'équipements de télétransmission et de gestion de données
- S 1 Equipements de téléphonie et de télégraphie publiques
- S 2 Equipements de télécommande, télécontrôle et de télémésure
- S 3 Equipements de transmission de radio et de télévision, installations radar et antennes
- S 4 Equipements d'informatique et de régulation de processus
- Installations spéciales
- T 2 Paratonnerres, antennes de réception
- T 3 Equipements frigorifiques
- T 4 Equipements de buanderies et de grandes cuisines
- T 6 Equipements d'abattoirs
- U Installations pour traitement des immondices
- V Installations d'épuration d'eau

Art. 5, § 1<sup>er</sup>. Un entrepreneur peut être agréé dans plus d'une catégorie et/ou sous-catégorie et dans différentes classes.

§ 2. L'agrément dans une catégorie n'entraîne pas l'agrément dans ses sous-catégories, sauf en ce qui concerne :

- l'agrément en catégorie B, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie B 1;
- l'agrément en catégorie C, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie C 1;
- l'agrément en catégorie D, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie D 1, sans préjudice de la réglementation relative à l'accès à la profession;
- l'agrément en catégorie E, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie E 1;
- l'agrément en catégorie F, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie F 2;
- l'agrément en catégorie C, qui entraîne l'agrément dans la sous-catégorie C 5, avec un déclassement de trois classes;

§ 3. L'agrément en sous-catégorie E 1, entraîne l'agrément dans la sous-catégorie C 1;

— l'agrément en sous-catégorie P 1, entraîne l'agrément dans les sous-catégories P 2, P 3 et S 1 avec déclassement de deux classes;

— l'agrément en sous-catégorie P 2, entraîne l'agrément dans les sous-catégories P 1, P 3 et S 1 avec déclassement de deux classes.

§ 4. L'agrément en catégorie B, entraîne l'agrément en catégories A, E et G avec déclassement de trois classes.

- l'agrément en catégorie C, entraîne l'agrément en catégorie G avec déclassement de trois classes;
- l'agrément en catégorie D, entraîne l'agrément en catégories E et G, avec déclassement de trois classes;
- l'agrément en catégorie E, entraîne l'agrément en catégories D et G, avec déclassement de trois classes.

§ 5. Les §§ 1, 2, 3 et 4 du présent article ne sont pas applicables aux agréments provisoires.

§ 6. Sauf s'il en est disposé autrement dans le cahier des charges du marché, l'agrément dans une catégorie ou sous-catégorie entraîne pour une entreprise déterminée, l'autorisation d'exécuter les travaux qui par leur nature, constituent le complément de l'ouvrage principal à exécuter, même s'ils relèvent d'une autre catégorie ou sous-catégorie.

M 1 Elektronische uitrustingen met industriële of hoge frequentie met inbegrip van de uitrusting van voedingsstations

N Algemene aannemingen van transportinstallaties in gebouwen

N 1 Liften, goederenliften, roltrappen en roltrappijten

N 2 Vervoer langs kokers of buizen van voorwerpen, documenten of goederen (pneumatisch, mechanisch ...)

Elektrische installaties

P 1 Elektrische installaties in gebouwen, inbegrepen de installaties van stroomagregaten, de uitrustingen voor brand- en diefstalmelding, telecommunicatie in gebouwen en hun omgeving en installaties of uitrustingen van gemengde telefonie

P 2 Elektrische en elektromechanische installaties van kunstwerken en nijverheidsinrichtingen en elektrische buiteninstallaties

P 3 Installaties van bovengrondse elektriciteitsleidingen

P 4 Elektrische installaties van haveninrichtingen

S Algemene aannemingen van telecommunicatie-uitrustingen en van het databeheer

S 1 Openbare telefoon- en telegraafuitrustingen

S 2 Uitrustingen voor afstandsbediening, afstandscontrole en afstandsmeting

S 3 Uitrustingen voor radio- en televisieuitzendingen, radar en antenne-installaties

S 4 Uitrustingen voor informatieverwerking en procesregeling

Speciale installaties

T 2 Bliksemafleiders, ontvangst-antennes

T 3 Koelinrichtingen

T 4 Uitrustingen voor wasserij en grote keukens

T 6 Slachthuisinrichtingen

U Installaties voor huisvuilverwerking

V Installaties voor waterzuivering

Art. 5, § 1. Een aannemer kan in meer dan één categorie en/of ondercategorie en in verschillende klassen worden erkend

§ 2. De erkenning in een categorie brengt geen erkenning in de daarbij behorende ondercategorieën met zich mede, behalve wat betreft :

- de erkenning in de categorie B, die de erkenning in de ondercategorie B 1 met zich medebrengt;
- de erkenning in de categorie C, die de erkenning in de ondercategorie C 1 met zich medebrengt;
- de erkenning in de categorie D, die de erkenning in de ondercategorie D 1 met zich medebrengt, onverminderd de toepassing van de vestigingswetgeving;
- de erkenning in de categorie E, die de erkenning in de ondercategorie E 1 met zich medebrengt;
- de erkenning in de categorie F, die de erkenning in de ondercategorie F 2 met zich medebrengt;
- de erkenning in de categorie C, die de erkenning in de ondercategorie C 5 met zich medebrengt, met verlaging van drie klassen;

§ 3. De erkenning in de ondercategorie E 1, brengt de erkenning met zich mede in de ondercategorie C 1;

— de erkenning in de ondercategorie P 1, brengt de erkenning met zich mede in de ondercategorieën P 2, P 3 en S 1 met verlaging van twee klassen;

— de erkenning in de ondercategorie P 2, brengt de erkenning met zich mede in de ondercategorieën P 1, P 3 en S 1 met verlaging van twee klassen.

§ 4. De erkenning in de categorie B, brengt de erkenning met zich mede in de categorieën A, E en G, met verlaging van drie klassen.

- de erkenning in de categorie C, brengt de erkenning met zich mede in de categorie G, met verlaging van drie klassen;
- de erkenning in de categorie D, brengt de erkenning met zich mede in de categorieën E en G, met verlaging van drie klassen;
- de erkenning in de categorie E, brengt de erkenning met zich mede in de categorieën D en G, met verlaging van drie klassen.

§ 5. De §§ 1, 2, 3 en 4 van dit artikel zijn niet van toepassing op de voorlopige erkenningen.

§ 6. Behoudens andersluidende bepaling in het bestek van de aanneming, brengt de erkenning in een categorie of ondercategorie voor een bepaalde aanneming de toelating mede tot het uitvoeren van de werken die door hun aard de aanvulling vormen van een in hoofdzaak uit te voeren werk, zelfs indien ze tot een andere categorie of ondercategorie behoren.

§ 7. La catégorie ou sous-catégorie dans laquelle un marché comprenant des travaux, classés dans différentes catégories et/ou sous-catégories doit être rangé est celle dans laquelle rentre la partie de l'ouvrage à exécuter dont le montant représente le pourcentage le plus élevé du montant du marché.

Dans le cas où l'ouvrage comprend des travaux de nature différente, dont l'importance relative est plus ou moins égale, celui-ci pourra être classé dans plusieurs des catégories ou sous-catégories concernées. En toute hypothèse, l'adjudicataire ne devra être agréé que dans l'une des catégories ou sous-catégories prévues.

#### CHAPITRE IV. — La procédure

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir une agréation l'entrepreneur adresse au Ministre une demande accompagnée d'un dossier complet contenant les documents et pièces justificatives déterminés par le Ministre. Il peut faire cette demande lui-même, par l'intermédiaire de son mandataire ou à l'intervention d'une organisation professionnelle.

§ 2. Le Ministre délivre au demandeur une attestation constatant l'introduction du dossier complet.

§ 3. L'avis définitif émis par la Commission est immédiatement communiqué au Ministre qui statue sur la demande d'agréation.

§ 4. Lorsque la Commission a communiqué au Ministre un avis négatif sur une demande d'agréation, elle en informe l'entrepreneur intéressé par lettre recommandée. Dans le mois de la réception de l'avis, l'entrepreneur ou l'organisation professionnelle peut en solliciter la révision par lettre recommandée adressée directement à la Commission.

Il a le droit d'être entendu et de se faire assister par un conseil.

Art. 7. La procédure prévue à l'article 6 est applicable à l'obtention d'une agréation dans une classe supérieure ou à une extension de l'agréation à d'autres catégories ou sous-catégories, ainsi qu'au transfert de l'agréation.

Art. 8. Dans le cas où l'article 6 de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agréation d'entrepreneurs de travaux s'applique, les pièces justificatives que l'entrepreneur a jointes à sa soumission sont immédiatement transmises pour avis à la Commission par le maître d'ouvrage.

L'article 6, § 4, est d'application.

Art. 9. Les avis de la Commission sont émis à la majorité simple des voix.

Si l'opinion de la minorité a recueilli au moins un quart des voix des membres présents, elle est également communiquée au Ministre.

En cas de parité des voix, les deux avis, accompagnés de l'opinion du président, sont communiqués au Ministre.

#### CHAPITRE V. — Agréation

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Pour apprécier la capacité financière et économique des entrepreneurs, il est tenu compte :

1<sup>o</sup> des fonds propres et, dans le cas de la révision visée à l'article 18 de la loi du 20 mars 1991, également du ratio de solvabilité;

2<sup>o</sup> du chiffre d'affaires global en travaux au cours de trois des huit dernières années.

§ 2. Pour l'agréation dans les différentes classes :

1<sup>o</sup> les montants suivants sont exigés comme fonds propres :

classe 2 : 1 800 000 BEF

classe 3 : 3 400 000 BEF

classe 4 : 6 000 000 BEF

classe 5 : 12 400 000 BEF

classe 6 : 22 000 000 BEF

classe 7 : 36 000 000 BEF

classe 8 : 72 000 000 BEF

Pour l'application du présent arrêté sont considérés comme fonds propres :

a) pour les sociétés à responsabilité limitée :

Les fonds propres tels que visés dans le schéma du bilan annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises diminué des sommes dues par les associés, actionnaires, administrateurs ou gérants de la société.

b) pour les entreprises individuelles et les sociétés à responsabilité illimitée : la totalité des biens qui constituent le gage commun des créanciers.

2<sup>o</sup> les sociétés à responsabilité limitée qui, au moment de la révision de leur agréation, conformément à l'article 18 de la loi, n'atteignent pas un ratio de solvabilité de 21,7 % au moins pour les entre-

preneurs de travaux, classés dans différentes catégories et/ou sous-catégories doit être rangé est celle dans laquelle rentre la partie de l'ouvrage à exécuter dont le montant représente le pourcentage le plus élevé du montant du marché.

In geval de aanneming werken van verschillende aard omvat waarvan de relatieve belangrijkheid ongeveer gelijk is, mag zij gerangschikt worden in meerdere van de betreffende categorieën of ondercategorieën. De inschrijver dient evenwel slechts erkend te zijn in één van de voorgeschreven categorieën of ondercategorieën.

#### HOOFDSTUK IV. — De procedure

Art. 6. § 1. Om zijn erkenning te verkrijgen richt de aannemer een aanvraag tot de Minister, door indiening van een volledig dossier houdende de door de Minister bepaalde documenten en bewijsstukken. Hij kan die aanvraag zelf doen; via zijn lasthebber of door tussenkomst van een beroepsvereniging.

§ 2. De Minister levert de aanvrager een getuigschrift af dat de indiening van het volledige dossier bevestigt.

§ 3. Het door de Commissie uitgebracht definitief advies wordt onmiddellijk aan de Minister overgemaakt die over de aanvraag tot erkenning beslist.

§ 4. Wanneer de Commissie over een erkenningsaanvraag bij de Minister een negatief advies heeft uitgebracht, brengt zij dat ter kennis van de betrokken aannemer bij een aangetekende brief. De aanvrager of de beroepsvereniging kan, binnen de maand na ontvangst van het advies, om de herziening ervan verzoeken bij een rechtstreeks aan de Commissie gerichte aangetekende brief.

Hij heeft het recht te worden gehoord en zich door een raadsman te laten bijstaan.

Art. 7. De procedure bepaald in artikel 6 is van toepassing om een erkenning in een hogere klasse of een uitbreiding van de erkenning tot andere categorieën en ondercategorieën te verkrijgen, evenals voor de overdracht van de erkenning.

Art. 8. Ingeval de procedure voorzien bij artikel 6 van de wet van 20 maart 1991 wordt toegepast, worden de bewijsstukken die de aannemer bij zijn inschrijving heeft gevoegd door de opdrachtgever onmiddellijk aan de Commissie voor advies overgemaakt.

Artikel 6, § 4, is van overeenkomstige toepassing.

Art. 9. De adviezen van de Commissie worden bij gewone meerderheid van stemmen uitgebracht.

Wanneer het standpunt van de minderheid ten minste een vierde der stemmen van de aanwezige leden heeft bekomen, wordt het eveneens aan de Minister medegedeeld.

Bij staking van stemmen worden de twee adviezen, samen met het standpunt van de voorzitter, aan de Minister medegedeeld.

#### HOOFDSTUK V. — Erkenning

Art. 10. § 1. Om de financiële en economische draagkracht van de aannemers te beoordelen, wordt rekening gehouden met :

1<sup>o</sup> het eigen vermogen en in het geval van de herziening bedoeld in artikel 18 van de wet van 20 maart 1991 eveneens de solvabiliteitsratio;

2<sup>o</sup> de totale omzet aan werken tijdens drie van de jongste acht jaren.

§ 2. Voor de erkenning in de verschillende klassen :

1<sup>o</sup> zijn de volgende bedragen aan eigen vermogen vereist :

klasse 2 : 1 800 000 BEF

klasse 3 : 3 400 000 BEF

klasse 4 : 6 000 000 BEF

klasse 5 : 12 400 000 BEF

klasse 6 : 22 000 000 BEF

klasse 7 : 36 000 000 BEF

klasse 8 : 72 000 000 BEF

Voor de toepassing van dit besluit, wordt als eigen vermogen beschouwd :

a) voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid :

Het eigen vermogen zoals bedoeld in het schema van de balans opgenomen in bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen vermindert met de door de vennoten, aandeelhouders, bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap verschuldigde sommen.

b) voor de eenmanszaken en de vennootschappen met onbeperkte aansprakelijkheid : het geheel der goederen dat de gemeenschappelijke waarborg voor de schuldeisers vormt.

2<sup>o</sup> dienen de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid die op het ogenblik van de herziening van hun erkenning, overeenkomstig artikel 18 van de wet, geen solvabiliteitsratio bereiken van

prises dont les comptes annuels sont établis selon un schéma abrégé et de 14,3 % au moins pour les entreprises dont les comptes annuels sont établis selon un schéma complet, doivent démontrer que leur ratio de solvabilité ne se trouve pas réduit de plus de 20 % depuis l'obtention de leur première agrégation sur base de la loi du 20 mars 1991.

Ce ratio est calculé selon la formule utilisée par la Banque Nationale de Belgique :  $\frac{\text{Fonds propres}}{\text{Avoir Total}} \times 100$ .

Au cas où le ratio de solvabilité aurait diminué de plus de 20 %, le Ministre peut solliciter de l'intéressé l'ouverture d'une enquête concernant sa capacité financière, afin qu'un expert-comptable ou un réviseur d'entreprise donne un avis sur ce point et la Commission peut demander, à ce sujet, d'entendre l'expert-comptable ou le réviseur d'entreprise afin de vérifier si l'entrepreneur intéressé dispose néanmoins de la capacité financière nécessaire pour conserver l'agrégation.

3° La solvabilité visée à l'article 10, § 2, 2° sera évaluée, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée qui font appel à l'article 3, § 1er, 2° de la loi du 20 mars 1991, au moment de l'introduction de l'offre, conformément au 2° ci-dessus. Dans le cas de l'absence d'une première agrégation obtenue sur base de la loi du 20 mars 1991, la diminution éventuelle de leur solvabilité sera comparée avec celle qui existait au moment de leur dernière soumission suivant l'article 3, § 1er, 2° de la loi.

§ 3. Le chiffre d'affaires global en travaux pendant trois des huit dernières années requis pour une agrégation dans les différentes classes est de :

classe 2 :	18 000 000 BEF
classe 3 :	30 000 000 BEF
classe 4 :	54 000 000 BEF
classe 5 :	110 000 000 BEF
classe 6 :	200 000 000 BEF
classe 7 :	430 000 000 BEF
classe 8 :	750 000 000 BEF

Art. 11. § 1er. Pour apprécier la capacité technique des entrepreneurs, les éléments suivants sont pris en considération :

1° pour chaque catégorie ou sous-catégorie pour laquelle une agrégation est sollicitée : les références des travaux exécutés dont le nombre et le montant, T.V.A. non comprise, sont déterminés au § 2, 1°;

2° les effectifs moyens des ouvriers et des cadres pendant les trois semestres choisis librement au cours des cinq dernières années précédant celui au cours duquel la demande est introduite conformément au § 2, 2°.

On entend par semestre : deux trimestres successifs O.N.S.S.

§ 2. Les références suivantes sont exigées pour l'agrégation dans les différentes classes :

1° travaux exécutés au cours des huit dernières années :

classe 2 :	2 de	3 575 000 BEF
	ou 3 de	2 200 000 BEF
	ou 4 de	1 512 000 BEF
	ou 5 de	1 100 000 BEF
classe 3 :	2 de	7 150 000 BEF
	ou 3 de	4 400 000 BEF
	ou 4 de	3 025 000 BEF
	ou 5 de	2 200 000 BEF
classe 4 :	2 de	13 000 000 BEF
	ou 3 de	8 000 000 BEF
	ou 4 de	5 500 000 BEF
	ou 5 de	4 000 000 BEF
classe 5 :	2 de	23 400 000 BEF
	ou 3 de	14 400 000 BEF
	ou 4 de	9 900 000 BEF
	ou 5 de	7 200 000 BEF
classe 6 :	2 de	47 450 000 BEF
	ou 3 de	29 200 000 BEF
	ou 4 de	20 075 000 BEF
	ou 5 de	14 600 000 BEF

minstens 21,7 % voor de ondernemingen met een jaarrekening volgens een verkort schema en van minstens 14,3 % voor de ondernemingen met een jaarrekening volgens een volledig schema, aan te tonen dat hun solvabiliteitsratio er niet met meer dan 20 % op achteruitging sinds het verkrijgen van hun eerste erkenning op basis van de wet van 20 maart 1991.

Deze ratio wordt berekend overeenkomstig de formule :  $\frac{\text{Eigen Vermogen}}{\text{Totaal Vermogen}} \times 100$ , zoals gehanteerd door de Nationale Bank van België.

In geval de solvabiliteitsratio er met meer dan 20 % is op achteruitgegaan kan de Minister aan de betrokkene vragen dat een onderzoek wordt ingesteld naar zijn financiële draagkracht door middel van een advies gegeven door een accountant of bedrijfsrevisor en kan de Commissie vragen om de betrokken accountant of bedrijfsrevisor ter zake te horen, ten einde na te gaan of de betrokken aannemer desalniettemin over de nodige financiële draagkracht beschikt om de erkenning te behouden.

3° De solvabiliteit zoals bepaald onder 2° van artikel 10, § 2 zal voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid die zich beroepen op artikel 3, § 1, 2° van de wet van 20 maart 1991, beoordeeld worden op het ogenblik van het indienen van de offerte, overeenkomstig de wijze voorzien onder 2° met dien verstande dat bij gebrek van een eerste erkenning op basis van de wet van 20 maart 1991, de gebeurlijke achteruitgang van hun solvabiliteit met meer dan 20 % wordt vergeleken met hun solvabiliteit op het moment van hun vorige inschrijving overeenkomstig artikel 3, § 1, 2° van de wet.

§ 3. De totale omzet aan werken tijdens drie van de jongste acht jaren vereist voor de erkenning in de verschillende klassen bedraagt :

klasse 2 :	16 000 000 BEF
klasse 3 :	30 000 000 BEF
klasse 4 :	54 000 000 BEF
klasse 5 :	110 000 000 BEF
klasse 6 :	200 000 000 BEF
klasse 7 :	430 000 000 BEF
klasse 8 :	750 000 000 BEF

Art. 11. § 1. Om de technische bekwaamheid van de aannemers te beoordelen, worden volgende gegevens in aanmerking genomen :

1° voor elke categorie of ondercategorie waarvoor een erkenning wordt aangevraagd : de referenties van uitgevoerde werken waarvan het aantal en het bedrag, exclusief B.T.W., hierna worden bepaald in § 2, 1°;

2° het gemiddeld aantal werklieden en kaderleden gedurende drie semesters vrij te kiezen uit de vijf jaren onmiddellijk voorafgaand aan het semester waarin de aanvraag wordt ingediend overeenkomstig § 2, 2°.

Onder semester wordt verstaan : twee opeenvolgende R.S.Z.-kwartalen.

§ 2. Volgende referenties zijn vereist voor de erkenning in de verschillende klassen :

1° werken uitgevoerd in de jongste acht jaren :

klasse 2 :	2 van	3 575 000 BEF
	of 3 van	2 200 000 BEF
	of 4 van	1 512 000 BEF
	of 5 van	1 100 000 BEF
klasse 3 :	2 van	7 150 000 BEF
	of 3 van	4 400 000 BEF
	of 4 van	3 025 000 BEF
	of 5 van	2 200 000 BEF
klasse 4 :	2 van	13 000 000 BEF
	of 3 van	8 000 000 BEF
	of 4 van	5 500 000 BEF
	of 5 van	4 000 000 BEF
klasse 5 :	2 van	23 400 000 BEF
	of 3 van	14 400 000 BEF
	of 4 van	9 900 000 BEF
	of 5 van	7 200 000 BEF
klasse 6 :	2 van	47 450 000 BEF
	of 3 van	29 200 000 BEF
	of 4 van	20 075 000 BEF
	of 5 van	14 600 000 BEF

classe 7 : 2 de	84 500 000 BEF
ou 3 de	52 000 000 BEF
ou 4 de	35 750 000 BEF
ou 5 de	26 000 000 BEF
classe 8 : 2 de	139 750 000 BEF
ou 3 de	86 000 000 BEF
ou 4 de	59 125 000 BEF
ou 5 de	43 000 000 BEF

S'il s'agit d'agrégations dans une sous-catégorie, les montants précités sont réduits de 30 %

2° les effectifs moyens en ouvriers et cadres pendant trois semestres choisis librement au cours des cinq dernières années précédant celui au cours duquel la demande a été introduite :

	Ouvriers		Cadres
	Type A	Type B	
Classe 2	3	3	1
3	5	4	1
4	8	5	1
5	13	8	2
6	23	12	5
7	44	23	9
8	83	44	15

Seules les agrégations dans les catégories et sous-catégories ci-après relèvent du type B :

- D 17;
- K 3;
- L, L 1 et L 2;
- M et M1;
- P 2, P 3 et P 4;
- S, S 1, S 2, S 3 et S 4;
- T 3, T 4 et T 6

Pour la détermination de ces moyennes, il est tenu compte des ouvriers et cadres occupés par une association momentanée à laquelle participe l'entrepreneur et ce à raison de sa participation

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, sont considérés comme cadres :

- l'entrepreneur lui-même pour les entreprises individuelles, l'administrateur délégué ou le gérant pour les sociétés;
- les porteurs d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non-universitaire;
- les porteurs d'un diplôme de l'enseignement technique — division technique — de plein exercice (ETS ou A2) ou de l'enseignement de promotion sociale (CTS ou B1);
- les porteurs d'un certificat de formation patronale;
- les personnes ayant exercé pendant dix années au moins les fonctions de contremaître

§ 4. Sont assimilés aux ouvriers :

- 1° les apprentis reconnus;
- 2° les aides indépendants et les associés aidants;
- 3° les employés techniques.

Les personnes employées dans le cadre d'un régime de travail à temps partiel sont prises en considération proportionnellement à leurs prestations

**Art. 12.** Dans le cas d'une agrégation dans les catégories U et V et dans la sous-catégorie D 23, les critères prévus aux articles 10 et 11 en matière de chiffre d'affaires, de travaux effectués et d'effectifs en ouvriers — type B — et cadres sont réduits de 30 %.

S'il s'agit d'une agrégation dans la sous-catégorie D 23, les critères prévus à l'article 10 en matière de fonds propres sont également réduits de 50 %.

**Art. 13.** Pour apprécier l'équivalence de l'inscription sur la liste officielle d'entrepreneurs agréés dans un autre État membre des Communautés européennes en matière de capacité financière, économique et technique, il est tenu compte des critères établis aux articles 10, 11 et 12.

**Art. 14. § 1er.** Une agrégation provisoire peut être obtenue, conformément à l'article 6, pour chaque catégorie ou sous-catégorie d'activités exercées depuis moins de cinq ans et pour lesquelles aucune agrégation n'a été obtenue.

classe 7 : 2 van	84 500 000 BEF
of 3 van	52 000 000 BEF
of 4 van	35 750 000 BEF
of 5 van	26 000 000 BEF
classe 8 : 2 van	139 750 000 BEF
of 3 van	86 000 000 BEF
of 4 van	59 125 000 BEF
of 5 van	43 000 000 BEF

Gaat het om erkenningen in een ondercategorie, dan worden de vermelde bedragen met 30 % verminderd

2° het gemiddelde aantal werklieden en kaderleden gedurende drie semesters vrij te kiezen uit de vijf jaren onmiddellijk voorafgaand aan het semester waarin de aanvraag werd ingediend :

	Werklieden		Kaderleden
	Type A	Type B	
Klasse 2	3	3	1
3	5	4	1
4	8	5	1
5	13	8	2
6	23	12	5
7	44	23	9
8	83	44	15

Enkel de erkenningen in de hiernavolgende categorieën en ondercategorieën vallen onder type B :

- D 17;
- K 3;
- L, L 1 en L 2;
- M en M1;
- P 2, P 3 en P 4;
- S, S 1, S 2, S 3 en S 4;
- T 3, T 4 en T 6

Voor het bepalen van deze gemiddelden wordt rekening gehouden met het aantal werklieden en kaderleden tewerkgesteld door een tijdelijke vereniging, waaraan de aannemer deelneemt en dit in verhouding tot zijn deelneming

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit worden als kaderpersoneel beschouwd :

- de aannemer zelf voor de éénmanszaken, de afgevaardigde-bestuurder of de zaakvoerder voor de vennootschappen;
- de houders van een universitair diploma of van een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs;
- de houders van een diploma van het technisch onderwijs — technische afdeling — met volledig leerplan (STO of A2) of van het onderwijs voor sociale promotie (STL of B1);
- de houders van een getuigschrift van ondernemersopleiding;
- de personen die gedurende ten minste tien jaar als meester-knecht werkzaam zijn geweest

§ 4. Met werkman wordt gelijkgesteld :

- 1° de erkende leerlingen;
- 2° de zelfstandige helpers en de meewerkende vennoten;
- 3° de technische bedienden

Personen tewerkgesteld in een deeltijds arbeidsstelsel worden naar rato van hun tewerkstelling meegerekend.

**Art. 12.** In het geval van een erkenning in de categorieën U en V en de ondercategorie D 23 worden de criteria gesteld bij artikelen 10 en 11 inzake omzet, uitgevoerde werken en aantal werklieden — type B — en kaderleden met 30 % verminderd.

Gaat het om een erkenning in de ondercategorie D 23 dan worden tevens de criteria gesteld bij artikel 10 inzake eigen vermogen met 50 % verminderd.

**Art. 13.** Om de gelijkwaardigheid inzake de financiële en economische draagkracht en de technische bekwaamheid te beoordelen van de inschrijving op de officiële lijst van de erkende aannemers in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschappen wordt rekening gehouden met de criteria bepaald in de artikelen 10, 11 en 12.

**Art. 14. § 1.** De voorlopige erkenning kan verkregen worden, overeenkomstig artikel 6, voor elke categorie of ondercategorie van activiteiten uitgeoefend sinds minder dan vijf jaar en waarvoor geen erkenning werd bekomen.

§ 2. Pour la détermination de la classe, catégorie et/ou sous-catégorie de l'agrément provisoire, il est tenu compte des critères suivants :

1° les fonds propres et, dans le cas de la révision visée à l'article 18 de la loi du 20 mars 1991, également le ratio de solvabilité;

2° le nombre d'ouvriers ainsi que le nombre de cadres employés au moment de l'examen de la demande.

§ 3. L'agrément provisoire fait l'objet d'un certificat particulier délivré par le Ministre.

Ce certificat mentionne le numéro d'inscription dans un registre relatif à la classe d'agrément provisoire dans une catégorie ou sous-catégorie de travaux, ainsi que la date à laquelle l'agrément provisoire a été obtenue et sa date d'expiration.

§ 4. Nul ne pourra être titulaire d'une agrément provisoire dans plus de cinq catégories ou sous-catégories.

§ 5. Une promotion de classe d'une agrément provisoire peut, au plus tôt, être obtenue à l'occasion de la première prolongation. La promotion d'une agrément provisoire est limitée à une classe maximum.

§ 6. Les demandes de prolongation doivent être introduites au plus tard trois mois avant la date d'expiration.

Sauf en cas de révision, de promotion de classe et d'extension, la prolongation s'opère sans qu'il y ait lieu d'introduire un dossier complet.

La durée de validité de chaque prolongation obtenue suite à une demande introduite tardivement sera limitée au nombre de mois restant à courir à compter de l'expiration de l'agrément provisoire à prolonger.

#### CHAPITRE VI. — Transfert d'une agrément

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la possibilité de révision, le transfert d'une agrément peut avoir lieu dans les cas suivants :

1° En cas de fusion comportant l'apport de la totalité de l'actif et passif de l'entreprise agréée.

Dans ce cas, le transfert ne peut avoir lieu que si l'entreprise demanderesse remplit les conditions en matière de fonds propres et de ratio de solvabilité;

2° a) en cas de scission d'une entreprise agréée titulaire de plusieurs agréments, lorsque chacune des agréments n'est attribuée qu'à une seule des nouvelles entités;

b) en cas de transformation d'une entreprise individuelle en une société ou de reprise d'une entreprise individuelle par une autre entreprise individuelle.

Dans ces cas, le transfert ne peut avoir lieu que si l'entreprise demanderesse remplit les conditions en matière de fonds propres, de ratio de solvabilité et d'effectifs en ouvriers et cadres.

§ 2. Pour remplir, dans les autres cas, les conditions en la matière, usage peut être fait des références réalisées par l'entreprise agréée en matière de chiffre d'affaires, de travaux exécutés et d'effectifs à condition que les personnes responsables de l'entreprise qui opère le transfert renoncent définitivement et sans réserves aux agréments accordés à cette entreprise et aux références réalisées par celle-ci.

L'entreprise demanderesse doit répondre à tous les critères prévus aux articles 10 et 11.

#### CHAPITRE VII. — Sanctions

Art. 16. Les propositions de déclassement, suspension, retrait et d'exclusion sont présentées par la Commission dans un avis motivé adressé au Ministre après que l'entrepreneur ait pu prendre connaissance des faits qui lui sont imputés et du dossier administratif et qu'il ait eu l'occasion d'être entendu dans ses moyens de défense.

#### CHAPITRE VIII. — Dérogations

Art. 17. La dérogation visée à l'article 21 de la loi du 20 mars 1991 ne peut être accordée que dans les cas suivants :

1° lorsqu'il y a lieu d'admettre — en vue d'une concurrence suffisante — à l'exécution des travaux des entrepreneurs agréés dans une classe inférieure;

La concurrence est en tout cas jugée insuffisante dès que moins de six entrepreneurs sont titulaires de l'agrément nécessaire pour se voir confier le marché.

2° lorsqu'il importe, en vue de la sauvegarde ou de la réparation du patrimoine culturel et architectural, d'attribuer ces travaux de restauration à une entreprise artisanale;

§ 2. Met de volgende criteria wordt rekening gehouden voor het bepalen van de klasse, de categorie en/of ondercategorie van de voorlopige erkenning :

1° het eigen vermogen en in geval van de herziening bedoeld in artikel 18 van de wet van 20 maart 1991 eveneens de solvabiliteitsratio;

2° het aantal werklieden, alsmede het aantal kaderleden, op het tijdstip van het onderzoek van de aanvraag.

§ 3. De voorlopige erkenning blijkt uit een bijzonder getuigschrift afgegeven door de Minister.

Dat getuigschrift vermeldt het nummer van inschrijving in een register met betrekking tot de klasse van voorlopige erkenning in een categorie of ondercategorie van werken, alsook de datum waarop de voorlopige erkenning verkregen werd en tot wanneer ze geldig is.

§ 4. Niemand kan gelijktijdig voorlopig erkend zijn in meer dan vijf categorieën of ondercategorieën.

§ 5. De klasseverhoging van een voorlopige erkenning kan ten vroegste ter gelegenheid van de eerste verlenging bekomen worden. De voorlopige erkenning kan slechts maximaal met één klasse worden verhoogd.

§ 6. De verlengingsaanvragen moeten uiterlijk drie maanden vóór de vervaldatum ingediend worden.

Behoudens in geval van herziening, klasseverhoging en uitbreiding gebeurt de verlenging zonder dat daartoe een volledig dossier moet worden ingediend.

De geldigheidsduur van elke verlenging, verkregen ingevolge een te laat ingediende aanvraag, zal worden beperkt tot het nog resterende aantal maanden te rekenen vanaf de vervaldatum van de te verlengen voorlopige erkenning.

#### HOOFDSTUK VI. — Overdracht van de erkenning

Art. 15. § 1. In de hiernavolgende gevallen kan, onverminderd de mogelijkheid tot herziening, de overdracht van de erkenning plaatsvinden :

1° Bij fusie waarbij het geheel van het activa- en passivavermogen van de erkende onderneming wordt ingebracht.

De overdracht kan in dit geval enkel plaatsvinden indien de verzoekende onderneming voldoet aan de criteria inzake eigen vermogen en solvabiliteitsratio;

2° a) bij splitsing van een erkende onderneming met meerdere erkenningen, waarbij elk van de erkenningen slechts aan één van de nieuwe entiteiten wordt toegewezen;

b) bij omvorming van een eenmanszaak in een vennootschap of bij overname van een eenmanszaak door een andere eenmanszaak.

De overdracht kan in deze gevallen enkel plaatsvinden indien de verzoekende onderneming voldoet aan de criteria inzake eigen vermogen, solvabiliteitsratio en het aantal werklieden en kaderleden.

§ 2. In alle andere gevallen kan om aan de ter zake gestelde voorwaarden te voldoen gebruik gemaakt worden van de door de eertijds erkende onderneming gerealiseerde referenties inzake omzet, uitgevoerde werken en tewerkstelling op voorwaarde dat door de bevoegde personen van de overdragende onderneming definitief en zonder voorbehoud afstand wordt gedaan van de haar verleende erkenningen en de door haar gerealiseerde referenties.

De verzoekende onderneming dient te voldoen aan alle bij de artikelen 10 en 11 gestelde criteria.

#### HOOFDSTUK VII. — Sancties

Art. 16. De voorstellen tot klasseverlaging, schorsing, intrekking en uitsluiting worden door de Commissie in een met redenen omkleed advies aan de Minister voorgesteld, nadat de aannemer kennis heeft kunnen nemen van de hem ten laste gelegde feiten en van het administratief dossier en in de mogelijkheid gesteld werd om in zijn verweermiddelen gehoord te worden.

#### HOOFDSTUK VIII. — Afwijkingen

Art. 17. De afwijking bedoeld in artikel 21 van de wet van 20 maart 1991 kan enkel worden toegestaan in de hiernavolgende gevallen :

1° wanneer er ten behoeve van een voldoende concurrentie aanleiding bestaat om de in de lagere klassen erkende aannemers toe te laten tot de uitvoering der werken;

Er wordt in ieder geval geacht onvoldoende concurrentie te bestaan zodra minder dan zes ondernemingen beschikken over de erkenning noodzakelijk voor het verkrijgen van de opdracht.

2° wanneer er ten behoeve van de instandhouding of het herstel van het cultureel patrimonium en het bouwkundig erfgoed aanleiding bestaat om deze restauratiewerken te gunnen aan ambachtelijk werkende bedrijven;

3° lorsqu'aucune offre régulière n'a été déposée par un entrepreneur titulaire d'une agréation suffisante, notamment en raison de prix inacceptables ou d'infractions aux dispositions relatives aux conditions normales de concurrence, visées à l'article 7 de la loi du 14 juillet 1978, relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

4° lorsqu'en raison de l'attribution d'un certain marché le montant total de tous les travaux, tant publics que privés, pouvant être exécutés simultanément dépasse, compte tenu de l'état d'avancement des entreprises en cours, le montant fixé à l'article 2, § 3 pour la classe dans laquelle l'entrepreneur est agréé.

Les entrepreneurs doivent joindre à leur offre leurs demandes de dérogation. Les autorités compétentes des personnes de droit public ou des personnes auxquelles s'applique la loi relative aux marchés publics et dont relèvent les travaux pour lesquels une proposition de passation de marché a été introduite, communiquent à la Commission les demandes de dérogation lorsqu'elles portent sur des offres susceptibles d'être retenues.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Les entrepreneurs agréés à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 20 mars 1991 conservent leurs agréations jusqu'à ce que leur situation ait été revue conformément au présent arrêté.

§ 2. Cette révision s'opérera comme suit :

1° par classe, par ordre croissant. Les entrepreneurs sont classés par leur agréation la plus haute;

2° par ordre alphabétique dans chaque classe;

3° toutes les agréations d'un entrepreneur sont traitées en même temps.

§ 3. Cette révision s'opère toutefois sans retard dans le cas :

1° d'une demande de promotion;

2° d'une demande d'extension;

3° d'un transfert d'agréation.

§ 4. En attendant cette révision, les agréations suivantes, attribuées sur base de l'ancienne réglementation, instituée par l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agréation des entrepreneurs, sont équivalentes à celles exigées suite à l'entrée en vigueur du présent arrêté :

Agréation exigée :	agréation équivalente, attribuée sur base de l'ancienne réglementation instituée par l'arrêté-loi du 3 février 1947 :
--------------------	---

D 23	D 24
U	T 9
V	T 10

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 19. L'arrêté royal du 9 août 1982 fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agréation des entrepreneurs et l'arrêté ministériel du 13 août 1982 établissant les critères à prendre en considération pour l'examen des demandes d'agréation des entrepreneurs et les conditions d'octroi des dérogations éventuelles, sont abrogés.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1991.

Art. 21. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Communications  
et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles,  
chargé de la Restructuration  
du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRÉ

3° wanneer geen regelmatige offerte werd neergelegd door een voldoende erkend aannemer om reden van onaanvaardbare prijzen of inbreuken inzake de bepalingen betreffende de normale mededingingsvoorwaarden, bedoeld in artikel 7 van de wet van 14 juli 1978 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

4° wanneer door de gunning van een bepaalde opdracht het totaal bedrag van al de werken, zowel openbare als private, die gelijktijdig mogen worden uitgevoerd, rekening houdend met de stand van de aan de gang zijnde aannemingen, het bedrag dat in artikel 2, § 3 is vastgesteld voor de klasse waarin zij erkend zijn, overschrijdt.

De aannemers moeten hun afwijkingsaanvragen bij de offerte voegen. De bevoegde overheden van de publiekrechtelijke personen of personen waarop de wet betreffende de overheidsopdrachten van toepassing is, waaronder de werken ressorteren, waarvoor een voorstel tot het sluiten van een aannemingsovereenkomst is ingediend, geven de Commissie kennis van de afwijkingsaanvragen wanneer zij inschrijvingen betreffen die in aanmerking genomen kunnen worden.

HOOFDSTUK IX. — Overgangsbepalingen

Art. 18. § 1. De aannemers die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van de wet van 20 maart 1991 behouden hun erkenningen totdat hun toestand herzien zal zijn overeenkomstig dit besluit.

§ 2. Deze herziening zal als volgt gebeuren :

1° per klasse in stijgende volgorde. De aannemers worden gerangschikt volgens hun hoogste erkenning;

2° in alfabetische volgorde binnen elke klasse;

3° alle erkenningen van een aannemer worden gelijktijdig behandeld.

§ 3. Deze herziening gebeurt nochtans zonder uitstel :

1° in geval van aanvraag tot bevordering;

2° in geval van aanvraag tot uitbreiding;

3° in geval van overdracht van erkenning.

§ 4. In afwachting van deze herziening zijn de volgende erkenningen, toegekend op basis van de vroegere regeling ingesteld bij de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers, gelijkwaardig aan de erkenningen vereist ingevolge de inwerkingtreding van dit besluit :

vereiste erkenning :	gelijkwaardige erkenning toegekend op basis van de vroegere regeling ingesteld door de besluitwet van 3 februari 1947
----------------------	---

D 23	D 24
U	T 9
V	T 10

HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

Art. 19. Het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers en het ministerieel besluit van 13 augustus 1982 tot vaststelling van de in aanmerking te nemen criteria voor het onderzoek van de erkenningaanvragen der aannemers en van de voorwaarden voor de toekenning van eventuele afwijkingen, worden opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1991.

Art. 21. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Verkeerswezen  
en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,  
belast met de Herstructurering  
van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRÉ